Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ambassade de France au Maroc

Service de Presse et de communication

VISITE D'ETAT AU MAROC

3 et 4 avril 2013

Revue de presse

****

ANNONCE DE LA VISITE

DEPECHES AFP

EUA - France-Maroc-diplomatie-économie-président - 25/03 20:08
Sujet : Hollande en visite d'Etat au Maroc les 3 et 4 avril

Hollande en visite d'Etat au Maroc les 3 et 4 avril

PARIS, 25 mars 2013 (AFP) - Le président François Hollande effectuera les 3 et 4 avril une visite d'Etat au Maroc, à l'invitation du roi Mohammed VI, a annoncé l'Elysée lundi dans un communiqué.

Le chef de l'Etat français se rendra à Casablanca et Rabat, a-t-on précisé de même source.

La venue de François Hollande est très attendue par les Marocains, trois mois après sa visite d'Etat en Algérie, leur grand rival au Maghreb.

Selon la presse marocaine, M. Hollande s'exprimera devant le parlement marocain à Rabat.

Sa visite devrait comporter également un important volet économique, notamment dans le domaine de l'agroalimentaire et des énergies renouvelables, a récemment indiqué l'ambassadeur de France au Maroc, Charles Fries

Dépassée par l'Espagne comme premier partenaire commercial, Paris demeure en revanche "le premier partenaire économique" du royaume, avec un volume des échanges de huit milliards d'euros, avait relevé M. Fries jeudi dernier lors d'une conférence intitulée "Maroc-France: les nouvelles autoroutes de croissance".

Pour conserver ce rang, il s'agit de "mieux nous positionner sur de nouveaux secteurs stratégiques", avait-il ajouté, devant un parterre de plusieurs centaines d'opérateurs économiques des deux pays réunis à Casablanca (ouest).

Lors de sa visite, M. Hollande a prévu "de s'adresser à la communauté d'affaires marocaine et française", avait-il aussi indiqué.

MOA - Maroc-Parlement-France-président-diplomatie - 26/03 14:11
Sujet : M. Hollande s'exprimera devant le Parlement lors de sa visite au Maroc (presse)

M. Hollande s'exprimera devant le Parlement lors de sa visite au Maroc (presse)

RABAT, 26 mars 2013 (AFP) - Le Parlement marocain tiendra une session extraordinaire à partir du 2 avril pour examiner divers projets de loi, a affirmé mardi un ministre, des médias locaux ajoutant que cette session sera aussi l'occasion d'un discours du président français durant sa visite d'Etat.

Cinq projets de loi doivent être examinés au cours de cette session et, selon les médias locaux, cette convocation doit aussi permettre au président français François Hollande d'y prononcer un discours, à l'occasion de sa visite d'Etat programmée les 3 et 4 avril.

D'après le quotidien L'Economiste, qui cite "un chef de groupe parlementaire", M. Hollande s'exprimera dans cette enceinte le jeudi, au second jour de son déplacement.

La venue du chef de l'Etat français, confirmée lundi par l'Elysée, intervient quelques mois après celle de son Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Le Maroc et la France conserve des liens étroits. Dépassée par l'Espagne comme premier partenaire commercial du royaume, Paris demeure le premier partenaire économique, avec une forte présence de ses grands groupes et un volume des échanges qui atteint quelque huit milliards d'euros.

La France espère accroître à l'avenir sa présence dans des domaines comme l'agroalimentaire ou l'énergie solaire, et attirer davantage de PME.

La visite présidentielle doit par ailleurs permettre de renforcer la coopération culturelle et éducative.

MOA - Maroc-France-justice - 29/03 17:38
Sujet : Maroc: un prisonnier alerte sur son cas avant la visite du président Hollande

Maroc: un prisonnier alerte sur son cas avant la visite du président Hollande

RABAT, 29 mars 2013 (AFP) - Un ressortissant français détenu au Maroc pour émission de chèque sans provision appelle à la révision de son procès quelques jours avant une visite officielle de président François Hollande, ont indiqué vendredi à l'AFP des sources pénitentiaires et diplomatiques.

Alain Combes, condamné en février 2012 à deux ans de prison pour émission de chèque sans provision, et détenu à Salé, près de Rabat, sollicite depuis plusieurs mois la révision de son procès, selon une source diplomatique.

A quelques jours de la visite de M. Hollande au Maroc, les 3 et 4 avril, M. Combes tente par tous les moyens d'alerter sur son cas.

"Lors de la dernière visite du Consul de France en prison, M. Combes a mis feu avec son briquet à sa chemise, qu'il a ensuite spontanément enlevée. Il n'a pas cherché à mettre fin à ses jours. Il a été vu par un médecin et ne souffre d'aucune blessure", selon la source diplomatique.

Arrêté dans un premier temps à Marrakech (sud) où il a été détenu pendant quelques jours, le ressortissant français a été transféré ensuite à la prison de Salé, où il se trouve actuellement.

Une responsable de la direction pénitentiaire marocaine, jointe par l'AFP, a pour sa part précisé que la "révision de son dossier est prévue pour la mi-avril. Il est bien suivi par l'administration de la prison où il se trouve".

Près de 40.000 Français -dont la moitié des bi-nationaux- vivent au Maroc, principalement à Casablanca, Rabat et Marrakech.

DAB - France-Maroc-diplomatie-économie PREV - 01/04 10:42
Sujet : Hollande se rend au Maroc, premier partenaire de la France au Maghreb (PRESENTATION)

Par Sabine WIBAUX

PARIS, 01 avr 2013 (AFP) - Le président François Hollande effectue mercredi et jeudi une visite d'État au Maroc, avec le projet de consolider les liens entre la France et son premier partenaire au Maghreb, resté stable dans la tourmente des Printemps arabes.

Points forts de cette visite, le chef de l'État rencontrera le roi Mohammed VI à Casablanca, puis s'entretiendra à Rabat avec le Premier ministre Abdelilah Benkirane, avant un discours attendu devant le Parlement.

"La relation entre les deux pays est très dense et fluide. Le Maroc est un partenaire très intime, très proche, l'enjeu de la visite est de se donner les moyens de maintenir une relation de haut niveau", affirme-t-on à la présidence française.

Signe de cette proximité, le roi Mohammed VI avait été le premier chef d'État à être reçu par François Hollande, le 24 mai 2012, une semaine après son entrée à l'Elysée.

Mais pour son premier déplacement en Afrique du Nord, fin décembre, le président français avait choisi l'Algérie, provoquant des grincements de dents chez son voisin et rival marocain.

Un mauvais moment oublié, assure un conseiller diplomatique, car "le Maroc a compris le besoin immédiat qu'avait la France de reconstruire une relation avec l'Algérie" et sa volonté de jouer "un rôle utile entre les deux pays".

Sur le plan économique, pas de contrats mirobolants à attendre de ce déplacement, mais plutôt des signatures venant "en accompagnement" de projets déjà lancés, en particulier dans le domaine des transports ferroviaires (tramway, métro, train à grande vitesse), de l'agroalimentaire, du traitement de l'eau, des énergies renouvelables. Autant de jalons posés lors de la visite du Premier ministre Jean-Marc Ayrault les 12 et 13 décembre.

M. Hollande sera accompagné de huit ou neuf ministres et d'une soixantaine de patrons français pour renforcer les liens entre les deux pays.

soutien au plan d'autonomie marocain

==========

"Quelque 750 entreprises françaises, dont 36 des 40 entreprises du CAC 40, sont présentes au Maroc, elles emploient entre 80 et 100.000 personnes, nous sommes le premier partenaire commercial, le premier investisseur" mais dans un contexte de concurrence internationale accrue il ne s'agit pas de "nous reposer sur nos lauriers", explique-t-on à la présidence, en soulignant que si l'Espagne a ravi de justesse à la France la place de premier exportateur au Maroc en 2012, c'est pour des "raisons conjoncturelles".

Le président français inaugurera notamment une station d'épuration des eaux à Mediouna, dans le grand Casablanca, projet mené par la Lydec (Lyonnaise des eaux de Casablanca, filiale de GDF-Suez) et rencontrera des chefs d'entreprises français et marocains.

Il devrait relancer l'idée de "colocalisation", sorte de partenariat "gagnant gagnant" entre entreprises françaises et marocaines censé éviter les délocalisations et générer des emplois dans les deux pays. Ce concept, lancé par M. Ayrault, lors de sa visite, n'est "pas encore très opérationnel", reconnaît un diplomate.

Sur le plan politique, le discours de M. Hollande devant le Parlement marocain est très attendu.

"Il utilisera cette tribune pour s'exprimer sur les grands sujets de l'heure", Syrie, Mali, Printemps arabes, processus de paix au Proche-Orient, a indiqué son entourage.

Le président devrait ainsi "prendre acte que le Maroc a trouvé sa voie, va dans le bon sens, dans un contexte où les Printemps arabes offrent beaucoup de potentiels mais aussi présentent des risques", souligne l'Elysée. Il devrait affirmer "le souhait de la France de l'accompagner dans cette voie".

M. Hollande devrait également saluer la position marocaine sur le Mali. "Le roi Mohammed VI a pris des positions très nettes en faveur de l'intervention française, qu'il est allé défendre devant ses pairs" au sommet islamique du Caire, le 6 février, souligne Paris.

Concernant le Sahara occidental, que se disputent l'Algérie et le Maroc depuis 1975, la position de la France reste la même: Paris soutient le plan d'autonomie marocain comme "base sérieuse et crédible" de discussion et compte sur une "solution négociée dans le cadre de l'Onu".

EUA - Maroc-France-diplomatie-Foot-sport-insolite - 01/04 20:24
Sujet : Maroc: un match déplacé pour la venue de François Hollande, les fans mécontents

---

RABAT, 01 avr 2013 (AFP) - La visite d'Etat du président français François Hollande, mercredi et jeudi, ne fait pas que des heureux au **Maroc**: elle a contraint à délocaliser un match du Raja, un club phare du royaume, à une centaine de kilomètres de Casablanca, entraînant les protestations des fans.
La rencontre, une demi-finale de la Coupe des clubs de l'Union arabe de football (UAFA) face aux Koweïtiens d'Al Arabi, était prévue mercredi soir dans la capitale économique du pays. Mais le Raja Casablanca a annoncé dimanche soir sur son site internet qu'elle était finalement délocalisée à El-Jadida, "en raison des conditions d'organisation".
Avec la venue de François Hollande, qui sera précisément à Casablanca mercredi, "les organisateurs et responsables de la sécurité ont estimé que nous ne pouvions pas jouer ce soir-là", a indiqué à l'AFP le directeur général du club, Mohamed Naciri.
"Nous avons demandé à nos amis koweïtiens, qui sont là depuis samedi dernier, s'il était possible de déplacer la rencontre à mardi ou jeudi. Mais ils n'ont pas donné suite à cette demande. Il n'y a pas eu d'autre choix" que de délocaliser, a-t-il ajouté.

Pour exprimer leur mécontentement, plusieurs dizaines de supporteurs du Raja ont pris d'assaut la page de François Hollande sur le réseau social Facebook, certains demandant au chef de l'Etat français d'intervenir contre cette décision... voire de décaler sa venue.
Outre la distance, le Grand Stade d'El-Jadida ne peut contenir que 15.000 spectateurs, selon le site internet de France Télévisions, contre près de 50.000 au stade Mohamed-V de Casablanca.
"Financièrement, le Raja ne couvrira pas ses dépenses, surtout avec la promesse de double prime pour les joueurs s'ils gagnent", a ajouté un ancien dirigeant du club, sous couvert d'anonymat.
Si la démarche des fans a peu de chances d'aboutir, ils pourront peut-être se consoler en cas de qualification de leurs protégés: au match aller, le 12 mars à Koweït City, le Raja Casablanca avait obtenu un match nul prometteur (1-1).

DAB - Maroc-France-président-diplomatie-droitsHomme-médias - 02/04 14:04
Sujet : HRW: Hollande doit inciter le Maroc à garantir le respect des droits humains

---

HRW: Hollande doit inciter le Maroc à garantir le respect des droits humains

RABAT, 2 avr 2013 (AFP) - Le président François Hollande devrait exhorter les autorités du royaume à approfondir les réformes et garantir le respect des droits humains, lors de sa visite d'Etat mercredi et jeudi au Maroc, "un allié de longue date" de Paris, affirme mardi Human Rights Watch (HRW).

"Les garanties de respect des droits humains que proclame avec force la Constitution adoptée par le Maroc en 2011 (dans le contexte du printemps arabe, ndlr) n'ont toujours pas été incorporées dans le droit marocain ni dans les pratiques du gouvernement", proclame l'ONG dans un communiqué.

En tant que premier partenaire économique "et principale source d'aide bilatérale, la France peut jouer un rôle positif en mettant en lumière les abus qui persistent et en encourageant les efforts de réforme du gouvernement", ajoute le texte.

Selon HRW, "le président Hollande devrait exprimer les inquiétudes que soulève l'état actuel des droits humains, notamment la torture de détenus, les procès militaires iniques, les restrictions du droit à la libre expression et la vulnérabilité des enfants employés comme domestiques".

Elle cite notamment la récente condamnation à de lourdes peines de prison, par une cour militaire de Rabat, de 25 Sahraouis pour le meurtre de membres des forces de l'ordre lors du démantèlement du camp contestataire de Gdim Izik, fin 2010, sur la base d'aveux qu'elle qualifie de "contestés".

Sur la liberté d'expression, HRW rappelle la sortie de prison, vendredi dernier, du rappeur Mouad Belghouat, après avoir passé un an derrière les barreaux pour "outrage à la police".

L'ONG, basée à New York, estime que le chef de l'Etat français "devrait aussi exprimer son inquiétude face à d'autres mesures prises récemment pour restreindre la liberté des médias, comme le retrait de l'accréditation du journaliste marocain Omar Brouksy, de l'Agence France-Presse (AFP), parce que son travail avait soulevé des objections".

Le 4 octobre, le gouvernement marocain a décidé de retirer l'accréditation de M. Brouksy, mettant en cause sa couverture ce même jour de législatives partielles. Cette décision a été prise en représailles à un reportage comportant une phrase qui faisait mention de la participation de candidats "proches du palais royal" à Tanger (nord).

La direction de l'AFP a demandé officiellement aux autorités **maroc**aines de bien vouloir revenir sur leur décision

DEPECHES MAP

0067
31/03/2013 17:27
France-Maroc-visite =Audio=
Hollande au Maroc: Visite "cruciale" pour renforcer la coopération franco-marocaine, aussi bien au niveau politique qu'économique (Boulif)

Paris, 31 mars 2013 (MAP) - La visite officielle du président François Hollande, prévue les 3 et 4 avril au Maroc, est "cruciale" pour le renforcement de la coopération franco-marocaine, aussi bien au niveau politique qu'économique, a affirmé M. Mohamed Najib Boulif, ministre délégué auprès du chef de gouvernement chargé des Affaires générales et de la Gouvernance.

"Cette visite est effectivement cruciale pour notre pays et permettra de renforcer davantage les liens existants qui sont des liens historiques, au niveau politique mais aussi économique", a déclaré à la MAP M. Boulif, en visite à Paris.

Alors que la France réaffirme sa volonté de maintenir son leadership en tant que premier partenaire économique du Maroc, y compris sur le plan des échanges commerciaux où elle s'est vue, "pour des raisons conjoncturelles", légèrement dépassée par l'Espagne en 2012, M. Boulif s'est dit convaincu que cette visite va "relancer les échanges commerciaux, l'économie, le politique, et permettra certainement d'apporter un élan de plus à ces relations qui restent au beau fixe et sont historiques et de haute qualité".

"Le Maroc a toujours entretenu de bonnes relations avec la France et c'est réciproque", ajouté M. Boulif, rappelant que SM le Roi Mohammed VI a été le premier chef d'Etat étranger à avoir été reçu à l'Elysée par le président François Hollande juste après son élection en mai 2012.

Sur le plan économique, le ministre se félicite globalement des réalisations faites jusqu'ici dans le cadre de la coopération bilatérale. Il en veut pour preuve, les deux grandes rencontres du patronat français du MEDEF avec la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et le gouvernement pour "traiter l'ensemble des projets conjoints et en commun".

A cela s'ajoutent, selon lui, "plusieurs partenariats signés au cours de cette année avec la France, surtout au niveau de l'industrie", dans le cadre d'une démarche de partage des chaînes de valeurs ou "ce qu'on a souvent tendance à appeler co-localisation", avec des projets entre les entreprises françaises et marocaines porteurs d'emploi à la fois au Maroc et en France.
MAP └ 311730 GMT mar 2013

0061
31/03/2013 16:31
France-Maroc-Visite-presse
Le président Hollande au Maroc pour "soutenir les réformes" et "chercher la croissance" (JDD)

Paris, 31 mars 2013 (MAP) - Le président français François Hollande, attendu les 3 et 4 avril au Maroc pour une visite officielle, à l'invitation de SM le Roi Mohammed VI, s'y rendra pour "soutenir les

réformes démocratiques et chercher de la croissance", rapporte l'hebdomadaire +Le Journal du Dimanche+ (JDD).

Sur le plan politique, "le président saluera l'impulsion démocratique et l'élan réformateur du Roi", assure le porte-parole de l'Elysée, Romain Nadal, cité par la publication dominicale qui met l'accent sur la qualité des relations franco-marocaines et l'engagement de la France à les renforcer davantage.

A ce niveau, François Hollande "veut s'inscrire dans les pas de ses prédécesseurs", renchérit un diplomate en poste à Rabat.

Le JDD rappelle à cet égard que SM le Roi Mohammed VI est "le premier chef d'Etat étranger invité à l'Elysée au lendemain de la victoire de François Hollande" à l'élection présidentielle, en mai 2012.

Pour préparer sa visite au Maroc, le président français y avait envoyé en décembre son chef de gouvernement Jean-Marc Ayrault avec "une délégation importante" dans le cadre de sa coprésidence, avec son homologue marocain Abdelilah Benkirane, de la Réunion de Haut Niveau France-Maroc, "tandis que les visites ministérielles à Rabat se multiplient", relève l'hebdomadaire.

Le JDD souligne, par ailleurs, que l'économie marocaine, "en pleine expansion avec une croissance enviée de 5 pc", sera au coeur de cette visite de François Hollande.

"Dès mercredi à Casablanca, une dizaine d'accords de coopération seront signés tandis que 70 patrons français, invités par le président (français), tenteront de renforcer davantage la présence française sur place", écrit la publication.

Alors que l'an dernier, la France a perdu "la moitié de ses parts de marché au profit notamment des Espagnols", l'hebdomadaire retient que le mot-clé de la visite sera "co-localisation", afin de "booster l'emploi de chaque côté de la Méditerranée".

Sur le chapitre international, la France apprécie notamment, selon le JDD, le soutien "précieux" du Maroc à son intervention militaire au Nord-Mali dans le cadre de sa guerre contre le terrorisme, en particulier les regroupements d'AQMI et leur alliés fonçant sur Bamako.(MAP). TI---BI. HA.
MAP └ 311401 GMT mar 2013

0033
31/03/2013 13:36
Maroc-France-coopération
Maroc-France : plus qu'une relation, une alliance stratégique pleine de symboles et d'opportunités

Rabat, 31 mars 2013 (MAP) - Entre le Maroc et la France existent des relations d'une rare densité, car combinant intérêts communs, vision partagée des grandes questions de l'heure et liens affectifs qui se sont tissés au fil de longues années d'histoire commune et d'intenses échanges humains.

A l'excellence des liens historiques et culturels bilatéraux s'ajoutent ainsi une parfaite entente politique et un partenariat économique d'exception, pour former un précieux capital de sympathie que les deux pays sont appelés à investir pleinement afin de hisser leurs relations à de nouveaux sommets.

Au Maroc comme en France, la qualité des relations bilatérales et la nécessité de tirer profit à fond de l'immense potentiel qu'elles offrent, font l'unanimité tant dans les milieux politiques que dans les milieux d'affaires. Et ce ne sont pas les changements à la tête des gouvernements respectifs des deux pays qui allaient changer cette donne.

Loin s'en faut, les six premiers mois de l'exercice du nouveau gouvernement français ont permis de réaffirmer, discours et actions à l'appui, l'engagement inébranlable des deux parties à préserver l'excellence des liens politiques et diplomatiques les unissant tout en ouvrant de "nouvelles autoroutes de croissance" permettant à cette relation "intense et sans égale" d'atteindre sa vitesse de croisière, pour reprendre les termes de l'ambassadeur de France au Maroc, Charles Fries.

A l'instar du gouvernement marocain qui a multiplié, depuis sa prise de fonction en janvier 2012, les signaux rassurants quant à l'avenir des relations maroco-françaises, le nouveau gouvernement Hollande a affirmé, à maintes occasions, n'envisager aucun changement de cap en ce qui concerne le caractère stratégique et durable de ce partenariat cher aux deux pays.

Aucun revirement n'est à signaler non plus pour ce qui est de la position de la France vis-à-vis de la question du Sahara. Par la voix de plusieurs de ses membres et diplomates, le nouvel exécutif français a réitéré son soutien au plan d'autonomie marocain, considéré comme la base sérieuse et crédible d'une solution négociée à ce conflit qui s'éternise depuis des décennies.

Plus qu'un partenaire économique, "le Maroc est le meilleur ami de la France hors d'Europe, un pays avec lequel nous avons une relation sans équivalent dans la région et qui constitue pour nous un allié stratégique incontournable" avait affirmé M. Fries pour qui les relations bilatérales demeurent "au-delà des alternances politiques".

Les chiffres en disent long sur l'étendue de ces rapports dans leur volet économique. Traditionnellement premier fournisseur du Maroc, la France est également le premier investisseur qui s'active notamment dans l'aéronautique, l'automobile, les projets de développement structurants (tramways de Rabat et de Casa, port de Tanger Med, TGV), tout en accompagnant les grands plans sectoriels lancés dans le Royaume.

Hormis ces secteurs traditionnels de coopération, l'émergence de nouveaux créneaux porteurs (l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, notamment solaire et éolienne et les éco-cités) offre une manne précieuse aux entreprises françaises, attirées par le dynamisme de l'économie marocaine et la stabilité politique dont jouit le Royaume.

De part et d'autre, l'on assiste à une prise de conscience grandissante du rô le que peut jouer la "diplomatie économique", parallèlement à la diplomatie conventionnelle, dans l'ancrage des liens bilatéraux. Cette diplomatie gagnerait, en effet, à s'orienter vers une démarche de co-localisation industrielle dont les économies des deux pays engrangeraient les dividendes en termes d'emplois et de savoir-faire.

Les relations maroco-françaises renferment aussi une dimension culturelle et humaine très profonde, entérinée par d'intenses échanges tous azimuts entre les deux peuples amis. En effet, l'Hexagone abrite plus de 800.000 Marocains et accueille dans ses universités quelque 32.000 étudiants marocains, soit la plus grande population estudiantine étrangère. Le Maroc continue par ailleurs de

figurer parmi les principales destinations des touristes français, avec près de 385.000 arrivées fin 2012.

Dynamique, fécond et multidimensionnel, le partenariat maroco-français représente certes un facteur de satisfaction et de fierté pour les gouvernements et les peuples des deux pays. Il n'en demeure pas moins qu'il reste encore plein d'opportunités à explorer pour tirer un maximum de profit de ce partenariat hors norme.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la première visite au Maroc du Président François Hollande, qui viendra conforter les perspectives reluisantes de la coopération bilatérale et prouver que, pour les relations maroco-françaises, le meilleur reste certainement à venir.(MAP). MY---ISP. NL. HA.
MAP └ 311339 GMT mar 2013

0031
31/03/2013 13:04
Maroc-France-Parlement
Visite François Hollande : le parlement tient une séance commune jeudi prochain

Rabat, 31 mars 2013 (MAP) - Les deux Chambres du Parlement tiendront, jeudi prochain, une séance commune consacrée à l'audition du discours du président de la République française, M. François Hollande.

Cette séance intervient conformément aux dispositions de l'article 68 de la Constitution et aura lieu à partir de 11h00, indique un communiqué commun des deux Chambres.(MAP). HA---TRA.
MAP └ 311307 GMT mar 2013

0027
31/03/2013 12:36
Maroc-France-Visite
Le président François Hollande effectue une visite officielle au Maroc, les 3 et 4 avril

Rabat, 31 mars 2013 (MAP) - Le président de la République française, M. François Hollande et Mme Valérie Trierweiler effectueront, les 3 et 4 avril, une visite officielle au Maroc, annonce dimanche un communiqué du ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chancellerie.

Cette visite intervient sur invitation de SM le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, ajoute le communiqué dont voici le texte intégral :

"Le ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chancellerie annonce que sur invitation de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, son excellence Monsieur François Hollande, président de la République française, et Madame Valérie Trierweiler effectueront une visite officielle au Royaume du Maroc, mercredi et jeudi 22 et 23 Joumada Al Oula 1434, correspondant aux 3 et 4 avril 2013.

Au cours de cette visite, Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste, aura des entretiens officiels avec Son illustre hôte et offrira, au palais Royal à Casablanca, un dîner officiel en l'honneur de son excellence le président, de Madame Valérie Trierweiler et de la délégation officielle les accompagnant.(MAP). HA---TRA.
MAP └ 301925 GMT mar 2013

0060
30/03/2013 15:51
Maroc-France-médias
Le Maroc, un allié politique de poids pour la France au MENA et un grand pôle de stabilité dans la région

Rabat, 30 mars 2013 (MAP) - Le Maroc est un allié politique de poids pour la France au Moyen Orient et en Afrique du Nord (MENA) et un grand pôle de stabilité dans la région, a souligné Rachida Dati, députée européenne et ancienne ministre française de la Justice.

Dans une interview au quotidien +Al Alam+ publiée samedi, Mme Dati a évoqué les liens séculaires et d'amitié exceptionnelle entre les deux pays, restés inchangés au fil des alternances politiques en France, mettant en exergue la coopération entre les deux pays, notamment économique et commerciale.

Mme Dati a souligné que le Royaume est un allié politique de poids au MENA, eu égard notamment aux importantes mutations intervenues au cours des dernières années dans la région, confrontée au danger du terrorisme dans le Sahel.

Elle a par ailleurs évoqué le caractère profond des relations entre le Maroc et l'Union européenne qui ont permis au Royaume d'accéder au statut avancé et de devenir un partenaire privilégié, dans la perspective d'établir un partenariat solide dans le domaine politique et d'approfondir les liens commerciaux et les échanges culturels, éducatifs et scientifiques entre les deux parties.

Mme Dati s'est, par ailleurs, félicitée des efforts entrepris par le Maroc, sous la conduite de SM le Roi Mohammed VI, pour mener des réformes démocratiques profondes, saluées par l'Union européenne.

Sur un autre registre, elle a déploré la non prorogation de l'accord de pêche entre le Maroc et l'UE, qui constituait, de son avis, une source de revenus pour des milliers de Marocains et permettait à 120 bateaux européens de pêcher dans les eaux marocaines, souhaitant que les négociations en cours puissent créer un nouveau cadre de coopération dans ce domaine.(MAP). SD---TRA. HA.

01/04/2013 10:12
Maroc-France-Partenariat (Prévu)
Maroc-France : Des relations stratégiques et un partenariat privilégié

Rabat, 01 avr. 2013 (MAP) - Les relations de longue date, qui revêtent un caractère "stratégique" entre le Maroc et la France ont débouché sur un partenariat "privilégié" qui se traduit par des échanges commerciaux à la hauteur des ambitions et des investissements colossaux français servant au mieux les intérêts des deux pays et s'inscrivant dans la vision stratégique du Royaume.

Dépassée par l'Espagne comme premier partenaire commercial, la France demeure le premier partenaire économique du Royaume, avec un volume des échanges de 8 milliards d'euros en 2012.

La France est aussi le premier investisseur au Maroc, avec 7500 filiales d'entreprises françaises implantées partout dans le Royaume, employant près 120.000 personnes.

Nombreuses sont aussi les sociétés marocaines qui sont dirigées par des entrepreneurs français ou à capitaux français. La plupart des grands groupes français sont présents au Maroc (36 entreprises du CAC 40, dont Total, Vivendi Universal, Suez, EDF, Renault, ..) mais les PME y sont également de plus en plus actives.

En 2011, le flux d'investissements directs français au Maroc s'est élevé à 760 millions d'euros et la France détient 51 pc du stock total des IDE au Maroc.

L'implantation de Renault-Nissan à Tanger devrait, compte tenu des investissements directs prévus par l'entreprise (de 600 millions à 1 milliard d'euros) et de ceux probables de ses sous-traitants, générer un flux d'IDE français important au cours des prochaines années.

En 2011, l'Hexagone est resté le premier fournisseur du Maroc, avec 13,9 pc de part de marché et le premier client du Maroc dont elle absorbe 20,3 pc des exportations en 2011. Les exportations marocaines à destination de la France sont concentrées sur les produits textiles, les composants électriques et électroniques et les produits agroalimentaires.

La France est aussi le premier pays d'origine des transferts de capitaux des Marocains résidant à l'étranger (MRE), avec 2 milliards d'euros transférés au Maroc en 2010, représentant 41 pc du total des transferts des MRE.

Les Français constituent par ailleurs le premier contingent de touristes au Maroc (3,3 millions de visiteurs en 2011, et près de 36 pc des arrivées en 2010) et les recettes associées à ce flux sont évaluées à 1,7 milliard d'euros.

Par ailleurs, le volume de placements concessionnels de l'Agence française de développement (AFD) au Maroc sur la période 2010-2012 s'élève à 831,3 millions d'euros et les engagements cumulés de l'AFD sur cette période sont de un milliard d'euros. L'AFD souhaite accompagner le groupe AWB dans son appui aux entreprises implantées au Maroc voulant se déployer en Afrique subsaharienne.

L'engagement français au Maroc était plus frappant durant la période 2001-2010. En effet, sur les 247 milliards de dirhams (MMDH) investis au Maroc durant cette période, la moitié, soit 123 MMDH, sont originaires de France.

A titre de comparaison, l'ensemble des pays arabes n'ont investi que 24 milliards dans le Royaume.

Malgré ces performances qui placent la France comme premier partenaire économique du Maroc, la ministre française du commerce, Nicole Bricq a souligné que son pays doit améliorer son offre au Maroc "pour qu'elle soit plus compétitive".

"Nous avons des entreprises performantes, mais il faut qu'elles soient capables d'être les meilleures dans cet univers de concurrence ( ) Nous devons faire mieux, notamment en matière de formation professionnelle ( ) Le Maroc a besoin d'une main d'Âœuvre qualifiée qui puisse se projeter partout dans le monde", avait souligné Mme Bricq lors de récents entretiens avec le ministre de l'économie et des Finances, Nizar Baraka.

Cette vision se recoupe avec celle de l'ambassadeur de France à Rabat qui a souligné, lors d'une précédente conférence de presse que Paris compte consolider le partenariat avec le Maroc, un allié stratégique, et le hisser à des dimensions supérieures, l'objectif étant de maintenir ou d'accroître ses

positions en participant à tous les plans sectoriels lancés par le Maroc. TGV, tramway, usine Renault de Tanger, l'éolien, le solaire... sont autant de projets cités en exemple et censés impacter l'avenir avec confiance et amitié, a expliqué M. Charles Fries.

La France souhaite aussi être en première ligne pour accompagner le Maroc dans la reprise des normes et standards européens, ce qui lui donnera plein accès à un immense marché de 500 millions de consommateurs, a-t-il encore souligné avant d'exprimer l'intérêt de Paris à contribuer au développement du Maroc comme plateforme ou hub vers l'Afrique subsaharienne ou vers le Moyen-Orient.

01/04/2013 10:03
Maroc-France-Partenariat-AFD
Le Maroc et l'AFD : vingt ans de partenariat fructueux et diversifié

Rabat 1er avr. 2013 (MAP) - Au carrefour de l'Europe et de l'Afrique, le Maroc a su profiter du partenariat fructueux et diversifié le reliant avec l'Agence française de développement (AFD), pour devenir en 2011 le premier bénéficiaire des financements de cette Agence dans le monde.

Le volume des autorisations d'engagements nettes du groupe AFD a enregistré un pic en 2011, en atteignant 543,20 millions d'euros contre 363,40 millions d'euros en 2010, en hausse d'environ 50 pc.

L'activité de l'AFD, démarrée en 1992 au Maroc, s'est progressivement diversifiée et s'est ouverte à de nombreux opérateurs publics. Elle vise à renforcer la compétitivité de l'économie marocaine et à améliorer le contenu en emploi de la croissance, réduire les inégalités sociales et territoriales, favoriser une croissance durable et contribuer à la préservation de l'environnement.

L'AFD appuie les initiatives en lien avec le Plan émergence industrielle (150 millions d'euros) et accompagne les grands groupes marocains dans des opérations d'investissement.

Elle poursuit également son intervention en faveur de la modernisation et de l'amélioration de la compétitivité des exploitations agricoles et de la pêche, dans le cadre du Plan Maroc Vert et du Plan Halieutis (27 millions d'euros).

En matière de formation professionnelle, l'AFD est disposée à étendre ses concours à de nouveaux secteurs, notamment des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, en complément des 22 centres de formation déjà financés dans 12 secteurs économiques.

Pour ce qui est des domaines de la santé et de l'éducation, l'AFD vise à soutenir la réforme du système éducatif marocain (50 millions d'euros au programme d'urgence 2009-12) et à financer un programme d'appui à la régionalisation et au renforcement des soins de santé de base (aide sectorielle de 35 millions d'euros).

Quant à l'amélioration des conditions de vie des populations, l'AFD appuie les opérations de lutte contre l'habitat insalubre, d'aménagement de quartiers urbains et de développement de villes nouvelles (50 millions d'euros).

Elle accompagne, à cet égard, le développement et la modernisation des transports urbains dans les grandes (tramway de Rabat-Salé, 45 millions d'euros).

Dans le secteur de l'eau, les interventions de l'Agence portent notamment sur l'accès des populations aux services d'eau potable en milieu rural (20 millions d'euros), le rattrapage des retards en matière de dépollution et d'assainissement (65 millions d'euros), la valorisation de la petite et moyenne irrigations et la promotion d'une agriculture pluviale plus respectueuse des sols agricoles (40 millions d'euros).

Ainsi, l'AFD développe depuis plusieurs années des concours "non souverains" qui ont représenté 330 millions d'euros en 2011 sur un total de 483,2 millions d'euros accordé durant cette année pour financer la mise en oeuvre de plans sectoriels (plan solaire, pilier II du Plan Maroc Vert, programme eau de l'OCP et programme de plateformes industrielles intégrées et de technopôles).

L'AFD a poursuivi son appui aux politiques publiques sectorielles, à travers la signature de quatre conventions de prêt d'un montant total de 280 millions d'euros au profit du Maroc, lors de la 11ème réunion de haut niveau Maroc-France.

La première convention d'un montant de 150 millions d'euros est destinée à financer le programme de technopoles et de plateformes industrielles intégrées (P2I), qui s'inscrivent dans le Pacte National pour l'Emergence Industrielle visant à développer une offre attractive spécifique à chacun des "Métiers Mondiaux du Maroc" (MMM). Ces métiers regroupent l'offshoring, l'électronique, les équipementiers automobiles, l'aéronautique et spatiale, l'agroalimentaire et le textile et cuir.

La deuxième convention porte sur un montant global de 23 millions d'euros accordé par l'AFD à Casa Transports, maître d'ouvrage de la première ligne de tramway de Casablanca. Il s'agit du premier concours accordé par l'AFD à une "société de développement local" (SDL) et vise à promouvoir l'économie mixte comme option alternative de gestion des services publics entre la régie et la gestion déléguée.

Le troisième concours de l'AFD porte sur un prêt de 50 millions d'euros accordé à l'Agence national des ports (ANP) et destinée à financer le programme d'investissement de l'ANP en faveur des ports régionaux.

Le quatrième et dernière convention de prêt porte sur 57 millions d'euros, accordé à l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) pour financer le 3e programme de renforcement du réseau du transport électricité (haute et moyenne tensions), qui permettra notamment de raccorder les nouvelles unités de production solaires (Ouarzazate) et éoliennes.(MAP).

01/04/2013 09:48
France-Maroc-Visite-Coopération
Visite du président Hollande pour "réinventer" la coopération avec le Maroc, "un partenaire intime et nécessaire"

Paris,01 avr. 2013 (MAP) - La visite d'Etat du président français François Hollande au Maroc, les 3 et 4 avril, la première depuis son élection en mai 2012, est destinée à "réinventer" le partenariat en se donnant de nouveaux moyens pour que le Maroc reste "le partenaire intime et nécessaire" de la France.

"Tout va bien dans les relations franco-marocaines. Elles sont fluides, excellentes et denses aussi bien

sur le plan politique que celui de la coopération" bilatérale, a-t-on assuré à l'Elysée, à la veille de ce déplacement. Mais pour Paris, il ne faut pas en rester là.

"L'enjeu de cette visite très importante consiste à faire en sorte que tout continue d'aller bien et que l'on se donne les moyens de maintenir une relation de haut niveau telle qu'elle se développe aujourd'hui pour les prochaines années et prochaines décennies", a-t-on indiqué dans l'entourage du président.

Le message est clair: "Nous sommes le premier partenaire du Maroc et il faut qu'on le reste", affirme la même source qui voit dans la légère amélioration de la position prise par l'Espagne en 2012 dans les échanges commerciaux au détriment de la France, une situation conjoncturelle et ponctuelle.

+++Réinventer le partenariat+++

D'où la volonté des autorités françaises de "réinventer" le partenariat avec le Maroc, qualifié de "partenaire à la fois intime et nécessaire".

Aussi, faut-il "définir un certain nombre d'actions de coopération d'avenir" car le Maroc, c'est aussi "un partenaire d'avenir économique", a-t-on souligné.

En plus des actions de soutien et d'accompagnement aux réformes politiques et sociales en cours, après l'adoption de la nouvelle constitution au Maroc, la visite du président Hollande a le souci d'amplifier le mouvement tracé, il y a trois mois à Rabat, par la Réunion de Haut Niveau France-Maroc co-présidée par les chefs de gouvernement.

Cette Réunion de Haut Niveau a été couronnée par l'annonce d'une dizaine accords, dont quatre conventions de prêt d'un montant de 280 millions d'euros, consentis par l'Agence française de développement (AFD) pour financer des projets de développement au Maroc (transport urbain-Tramway de Casablanca, redynamisation des ports régionaux, compétitivité des technopoles, formation professionnelle).

Le président Hollande incitera ainsi les entreprises françaises, présentes en grand nombre (près de 400) à Rabat au Forum des hommes d'affaires Maroc-France, à continuer d'investir dans "les chantiers d'avenir: énergies renouvelables, transports, services urbains, jeunesse, enseignement", a-t-on appris de même source.

Les entreprises françaises sont fortement implantées au Maroc, soit quelque 750 filiales dont 38 sociétés cotées au CAC 40 (indice boursier de Paris), employant jusqu'à 120.000 personnes.

Le Royaume est également le premier destinataire des investissements privés français sur le continent africain, ayant atteint 5,6 milliards d'euros sur la période 2000-2011.

Durant cette visite d'Etat, les neuf ministres qui accompagnent le président Hollande doivent signer une série d'accords et de contrats concernant l'agro-alimentaire, l'enseignement supérieur, le développement de la ville, le métro de Casablanca, la formation professionnelle dont un Institut des métiers du rail pour le futur TGV, la signalisation des voies ferroviaires.

Dans la domaine du partenariat privé, les entreprises françaises sont encouragées à promouvoir le concept de co-localisation, une formule de "partage de chaîne de valeurs", telle que promue par le

gouvernement français pour la concrétisation de projets porteurs d'emploi à la fois au Maroc et en France.

+++Hub régional vers l'Afrique++++

Cette nouvelle approche franco-marocaine qui veut corriger les aspects négatifs de la simple délocalisation d'activités, est déjà à l'oeuvre au Maroc notamment à travers "l'expérience exemplaire" dans la filière aéronautique avec le groupe Safran à Casablanca et dans l'industrie automobile avec Renault.

Pour la France, fait-on valoir à l'Elysée, cette démarche est "d'autant plus intéressante que le Royaume est perçu comme un hub régional" pour les entreprises françaises intéressées par le développement de projets communs, notamment en direction de Afrique de l'Ouest, de la zone méditerranéenne ou du Maghreb. Et là aussi, le Maroc a "un rôle à jouer".

De ce point de vue, la France accorde une grande importance aux questions de la relance de la construction maghrébine et de la coopération euro-méditerranéenne autour d'"une Méditerranée de projets" (autoroute transmaghrébine, par exemple), ou encore les enjeux de l'ouverture des frontières entre l'Algérie et le Maroc, "importante pour la coopération régionale".

Sur le plan économique, la délégation officielle du président Hollande comprend une soixantaine de chefs d'entreprises et de bureaux d'études touchant différents domaines, notamment l'aménagement urbain et la filière agroalimentaire. Mais sur place, ils seront au total près de 400 participants au Forum économique entre les chefs d'entreprises français et marocains qui sera clôturé à Rabat par le président Hollande.

01/04/2013 10:10
France-Maroc-Visite-Hollande (Photo+Audio)
Des sénateurs français pour "une étape supplémentaire" dans la coopération "exemplaire" Maroc-France, sous l'angle de l'Europe/ 1

Paris, , 01 avr. 2013 (MAP) - Le groupe d'amitié France-Maroc au Sénat français table sur la visite d'Etat du président français François Hollande au Maroc pour franchir "une étape supplémentaire" dans la coopération "exemplaire" unissant les deux pays, notamment sous l'angle de l'Europe, souligne son président, le sénateur Christian Cambon.

Au nom de son groupe, l'un des plus importants du Sénat avec près de 90 membres, M. Cambon affirme, dans un entretien à la MAP, qu'il "compte beaucoup sur cette visite du président Hollande pour franchir une étape supplémentaire notamment sous l'angle de la coopération entre le Maroc et l'Europe".

Car le Maroc "a un statut avancé" auprès de l'Union européenne et "il faut que ce statut se développe pour franchir une nouvelle étape", explique le sénateur qui dit espérer que le président français "fera des déclarations dans ce sens".

Le président du groupe d'amitié France-Maroc au Sénat associé avec son homologue de l'Assemblée nationale, le député Luc Chatel, à la délégation officielle accompagnant le président français, insiste sur l'importance de mettre à profit ce statut avancé "très important" en tant que mode de

coopération "original" au service de la coopération franco-marocaine, "vers l'Europe et pour l'Europe".

"Vers l'Europe parce que le Maroc a besoin, soutient-il, de l'Union européenne, eu égard des accords de coopération conclus dans les domaines de la pêche, des produits agricoles et autres qui vont vers le développement" du Royaume.

"Et pour la France et pour l'Europe, puisque le Maroc doit jouer le rôle de plaque tournante vers le reste de l'Afrique", explique le sénateur français qui "croit beaucoup à cette vocation" de co-localisation franco-marocaine en direction de l'Afrique subsaharienne.

"Notre volonté est de faire en sorte que le Maroc puisse jouer un rôle très important dans la relation avec l'Europe dans la zone euro-méditerranéenne, des efforts nécessaires pour que ce statut avancé puisse se mettre en oeuvre", assure-t-il.

Dans son appréciation de l'évolution des relations franco-marocaines, il salue une coopération "exemplaire" à l'image des "relations historiques que nous avons avec le Maroc", confortée par la dynamique de changements que connaît le Royaume à la faveur d'un processus de réformes "très important" touchant tous les domaines.

A cet égard, il relève que la France "soutient bien évidement les initiatives que SM le Roi Mohammed VI a pris pour moderniser le Maroc et faire en sorte qu'au sein du printemps arabe, le Royaume ait une place tout à fait particulière, tout aussi exemplaire".

Cet exemplarité tient d'abord, selon lui, au fait que les réformes "ont été vers plus de démocratie parlementaire", le chef du gouvernement étant issu du parti qui remporte les élections, "c'est évidement un grand progrès".

FRANCE-MAROC-VISITE-HOLLANDE (PHOTO+AUDIO)
Des sénateurs français pour "une étape supplémentaire" dans la coopération "exemplaire" Maroc-France, sous l'angle de l'Europe/ 2

Par ailleurs, "nous constatons avec beaucoup d'intérêt les réformes de structures qui vont dans le sens de la lutte contre la pauvreté", à même de faire du Maroc "l'une des plus fortes puissances de cette région", ajoute le sénateur français, citant, entre autres, le grand port Tanger Med, l'arrivée du TGV, l'option pour l'énergie solaire.

"Tout va dans le bon sens et c'est pour cela que la France coopère de façon très efficace avec le Maroc".

Parmi les domaines où l'expérience française serait d'un grand apport pour le Maroc, il cite la régionalisation au moment où "une grande réforme" a été lancée dans le Royaume.

C'est une question "très importante, parce que tous les pays qui accomplissent la régionalisation franchissent un pas dans le développement" et la France est "prête à prendre sa part dans ce développement et cette réforme là".

Saluant les efforts accomplis jusqu'ici pour la mise en oeuvre de la régionalisation au Maroc, le sénateur met l'accent notamment sur "les projets que le Maroc prépare pour le Sahara, notamment

la proposition de large autonomie qui reste une avancée forte et intéressante de discussion" dans la perspective de trouver une issue à ce dossier qui continue à entraver l'intégration maghrébine.

"Il faut un jour ou l'autre que l'Union du Maghreb se fasse. Le Maroc tend la main. Il faut que nos collègues algériens puissent la prendre, car il n'y a que des avantages pour les deux pays. Nous sommes amis avec les deux pays et nous voyons cette séparation comme une tristesse", affirme M. Cambon, convaincu que l'Union du Maghreb "peut véritablement ouvrir la voie à une puissance très importante en Afrique".

D'où le soutien de la France, en tant que membre du Conseil de sécurité, aux "initiatives du Maroc sans complaisance mais avec beaucoup d'amitié".

"Nous souhaitons aider nos amis marocains à trouver la voie diplomatique pour mettre fin à cette controverse qui n'est bonne ni pour le Maroc ni pour l'Algérie", souligne-t-il.

Il espère, par ailleurs, que la crise malienne qui a révélé la montée du risque terroriste au Sahel et dans la région "va peut être faire bouger les lignes" en faisant référence à l'implication de combattants du Polisario dans la nébuleuse terroriste d'AQMI au Mali que combat la France.

Il est essentiel, selon lui, que tous les pays de la région sahélo-saharienne prennent la mesure que la présence du terrorisme "est effectivement très déstabilisante".

"Il faut lutter ensemble contre cette présence et extirper le mal du terrorisme parce que c'est un danger pour la région et un danger pour la France", conclut-il.

02/04/2013 14:19
France-Maroc-Visite-Presse
Le président Hollande au Maroc pour confirmer "la solidité des liens" avec "le premier partenaire au Maghreb" (Presse)

Paris, 02 avril 2013 (MAP)- La presse française a réservé une place de choix mardi à la visite d'Etat du président François Hollande au Maroc, prévue mercredi et jeudi, qui vise à "entretenir l'amitié" et confirmer "la solidité des liens" unissant la France et son "premier partenaire au Maghreb".

Sous le titre: "France-Maroc, une relation au beau fixe", Le Monde souligne, dans son numéro daté du mercredi, que cette visite d'Etat du président Hollande "devrait confirmer la solidité des liens unissant les deux pays au-delà des alternances politiques" dans chacun des deux états.

"La relation franco-marocaine est d'abord un jeu d'équilibre continu, alternance ou pas", écrit le quotidien, soulignant que malgré le changement de majorité dans les deux pays "rien ne saurait distendre le lien entre Paris et Rabat".

Le journal rappelle que SM le Roi Mohammed VI, alors en visite privée en France, fut "le premier chef d'Etat reçu à l'Elysée par François Hollande, quelques jours après son investiture" et que le Maroc est à ce jour "le pays où l'on a envoyé le plus de ministres depuis l'élection" de M. Hollande.

"Entre le président et le monarque, entre la République et le Royaume, tout irait donc pour le mieux", estime le quotidien. "La relation avec le Maroc est très dense, très saine. Zéro problème. Ce

n’est pas une relation dans laquelle on a besoin de faire des coups", confie au journal une source diplomatique.

Evoquant le programme de la visite, le journal croit savoir qu’elle se déroulera "en grande pompe", avec un accueil à l’aéroport de Casablanca par SM le Roi, accompagné par la cavalerie de la garde Royale jusqu’au palais où il s’entretiendra avec le Souverain, avant un dîner d’Etat.

Le journal met aussi l’accent sur les autres activités de M. Hollande. Entre un discours devant le Parlement et un débat avec les étudiants de l’université de Rabat, un entretien avec le premier ministre issu du PJD, Abdelillah Benkirane, et une rencontre avec une vingtaine de personnalités de la société civile, "un moment positif qui permettra au président de saluer l’ouverture de la scène politique, sociale, le dynamisme des associations marocaines", selon un de ses conseillers.

Selon le quotidien, l’Elysée compte faire "un signe d’ouverture" vers l’islam marocain, à travers la visite privée du président et de sa compagne, Valérie Trierweiler, à la mosquée Hassan II de Casablanca. "C’est un symbole important que le président et sa compagne se déchaussent et visitent la mosquée", assure un conseiller.

Mettant en exergue le "grand équipage ministériel et patronal" (pas moins de 9 membres du gouvernement et une soixantaine de chefs d’entreprises) qui accompagnent le président ainsi que plusieurs personnalités dont le président du Conseil français du culte musulman, Mohammed Moussaoui, ou Dov Zerah, directeur général de l’Agence française de développement, Le Monde souligne que M. Hollande "aura d’abord pour mission, au plan économique, de défendre les positions françaises face à la concurrence espagnole grandissante".

Pour leur part, +Les Echos+ estiment que cette visite d’Etat de deux jours vise à "consolider une relation privilégiée" entre le Maroc, "un pays s’imposant comme l’atelier de l’Afrique du Nord" et son principal partenaire économique, la France.

"Une relation qui ne souffre actuellement d’aucun contentieux notable ni d’un passé douloureux. A l’inverse de la relation tourmentée, entre la France et l’Algérie, qui avait incité François Hollande à réserver à Alger sa première visite en Afrique du nord, en décembre dernier", souligne le quotidien économique.

Cette visite, estime le journal, fera la part belle au renforcement des relations économiques. "De retour d’une tournée en Afrique de l’Ouest montrant les ambitions régionales du Royaume", SM le Roi Mohammed VI discutera avec François Hollande des moyens de renforcer des relations économiques qui, "pour être intenses, ne doivent pas pour autant inciter les deux partenaires à s’endormir sur leurs lauriers", souligne-t-il.

C’est d’autant vrai que "le Maroc est très courtisé par les Etats-Unis ou l’Espagne, qui a ravi à la France à la fin de l’année dernière, la place de premier fournisseur du pays grâce à une progression de ses ventes de carburants", rappelle le quotidien.

"Ce voyage à Casablanca et Rabat aura donc une forte consonance économique, illustrée par le nombre d’entreprises françaises présentes dans la délégation, une cinquantaine, dont trente-six entreprises du CAC 40. Un forum jeudi matin devrait rassembler près de 400 décideurs économiques des deux pays", note-t-il, précisant que les discussions se concentreront sur le volet agroalimentaire et sur celui des énergies renouvelables.

Le journal croit savoir qu'une quinzaine de contrats sont à attendre de cette visite présidentielle, dans le domaine des transports ferroviaires, de l'agroalimentaire et du traitement de l'eau.

Au cours de ce déplacement, le groupe énergétique GDF Suez devrait aussi formaliser son projet de 450 millions d'euros, annoncé en février, de construction à Tarfaya du plus grand parc éolien d'Afrique, d'une puissance de 300 mégawatts (MW). GDF y est associé à la compagnie marocaine Nareva. Il doit être mis en service fin 2014 et devrait quasiment doubler la capacité de production éolienne du pays.

0065
02/04/2013 11:33
Maroc-France-Education (Prévu)
Le réseau des Instituts français au Maroc, le plus grand dans le monde

Rabat, 02 avr. 2013 (MAP) - Le réseau des instituts français au Maroc constitue le plus grand au monde avec 11 sites et deux alliances françaises et contribue grandement au rayonnement de la Langue et de la culture françaises dans le Royaume qui envoie chaque année, le plus grand nombre d'étudiants dans l'Hexagone, toutes nationalités confondues.

Avec un effectif estimé à 32.000 étudiants, les Marocains forment en effet le plus gros contingent d'étudiants étrangers en France, où ils y réussissent souvent brillamment.

Fidèle à son statut de premier partenaire étranger du Maroc, La France soutient ainsi le Royaume en matière d'éducation et de formation. Il s'agit de la formation des professeurs de français et la création des centres régionaux des métiers d'enseignants, outre l'octroi de bourses d'excellence, où environ un millier d'étudiants marocains poursuivent chaque année leurs études en France.

La France continue aussi à se mobiliser pour aider le Maroc sur les chantiers prioritaires pour le Royaume que sont l'éducation et la formation. Ce qui motive le projet de faire venir au Maroc des établissements d'enseignement supérieur français dans les domaines de la santé, de la gestion, de l'architecture et de la formation d'ingénieurs.

A cet effet, 4 projets sont en cours, à savoir l'ouverture d'une Ecole centrale de Paris à Casablanca, la création d'un Institut national des sciences appliquées (INSA) international au Maroc avec le concours de l'INSA France et d'un Institut des sciences et technologies à Tanger, dédié à la logistique et aux transports avec l'appui de l'université de Valenciennes et l'Ecole des Ponts et Chaussées, ainsi que l'ouverture d'une école d'architecture à l'Université internationale de Rabat (UIR) avec l'appui de l'université de Paris Est.

La France est également très présente au Maroc dans le domaine de la formation, puisque l'AFD finance déjà 22 centres de formation, dont celui de Renault/métiers automobiles et de l'Institut des métiers de l'aéronautique, avec l'ambition de promouvoir, dans les prochains mois, des projets de formation professionnelle dans les métiers du ferroviaire et du transport urbain ainsi que les métiers liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

Par ailleurs, l'engagement de la France pour la promotion de langue de Molière au Maroc se

manifeste à travers l'Institut français, le plus grand établissement de par le Monde, qui dispose de 11 sites et de 2 alliances françaises.

Pour ce qui est de la Co-localisation dans l'enseignement supérieur, l'implantation des établissements d'enseignement supérieur français au Maroc vise à faire bénéficier des étudiants marocains et subsahariens d'une ingénierie pédagogique française débouchant sur des diplômes français. SO---EXP. LC/LL.

02/04/2013 11:24
Maroc-France-visite
Principaux accords de coopération signés entre le Maroc et la France depuis l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI/ 1

Rabat, 02 avr. 2013 (MAP) - Voici la chronologie des principaux accords de coopération signés entre le Maroc et la France depuis l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI: 26 octobre 1999 -Signature à Rabat d'un accord de coopération tripartite entre le Maroc, la communauté française de Belgique et la région Wallonne en Belgique, dans le but de renforcer la coopération entre ces parties dans les domaines économique, de la culture et de l'éducation. 17 janvier 2000 -Signature à Rabat d'un accord de coopération en matière d'emploi et de formation professionnelle entre les ministères marocain et français de l'emploi. Cet accord vise à apporter un appui technique de la France au gouvernement marocain dans les domaines de l'emploi, de la consolidation des moyens d'analyse et d'évaluation, de la modernisation de l'organisation du travail et du développement de la formation professionnelle. 21 mars 2000 -Signature à Paris de la mise en œuvre d'un accord de conversion de la dette marocaine en investissements d'un montant de 700 Millions de FF. 30 mai 2000 -Signature à Rabat de deux accords de coopération en matière policière et de sécurité civile.

7 juin 2000 -Signature à Paris d'un protocole d'accord entre le conseil national de la jeunesse et de l'avenir (CNJA) et le conseil économique et social français (CES), portant sur le renforcement des relations bilatérales et le développement des échanges de toute nature entre les deux assemblées. 17 mai 2001 -Signature à Rabat d'un protocole de coopération entre l'agence nationale de réglementation des télécommunications ANRT et l'agence nationale des fréquences de la France ANFR, cet accord porte sur l'échange fréquent et régulier d'information, d'experts et d'expériences entre les deux agences pour une période de cinq ans. 24 mai 2001 -Signature à Rabat d'un accord relatif aux échanges de jeunes professionnels et une déclaration conjointe sur la coopération bilatérale dans les domaines de l'emploi, la formation professionnelle, du travail et du développement social. 21 septembre 2001 Signature d'un accord de coopération pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques entre le Commissariat français à l'Energie Atomique (CEA) et le Centre National marocain de l'Energie, des Sciences et des Techniques Nucléaires (CNESTEN). 31 octobre 2001 -Signature à Marrakech d'une convention de coopération entre le centre de développement des énergies renouvelables (CDER) et l'agence française de l'environnement et de la maitrise de l'énergie (ADEME) portant sur la mise en place d'un cadre propice pour le développement d'une coopération diversifiée en matière d'énergies renouvelables. 12 novembre 2001 -Signature à Rabat d'un protocole d'accord en matière d'habitat entre le Maroc et la France. En vertu de cet accord, les deux parties s'engagent à développer une coopération bilatérale en matière de développement urbain et de lutte contre l'habitat insalubre. 9 septembre 2002 -Signature à Casablanca d'un accord pour la création d'un fonds Franco-marocain de financement des projets présentés pour la première fois par des entreprises nouvellement créées au Maroc entre la caisse marocaine de dépôt et de gestion (CDG) et la caisse des dépôts et consignations (CDC). 26 mars 2003 -Signature à Rabat d'une convention de coopération relative à l'économie de bois utilisé comme

source d'énergie. La réalisation de ce programme nécessite un financement dont le montant global s'élève à environ 4 millions d'Euros.

1er avril 2003 -Conclusion à Rabat d'un accord de coopération en matière d'action sociale, un partenariat qui s'inscrit dans le cadre d'un projet de coopération pour le développement socio-économique de la méditerranée occidentale. 10 juillet 2003 -Signature à Casablanca d'une convention relative à la création d'un centre régional de maintenance aéronautique à Marrakech, entre la Royal Air Maroc (RAM) et le groupe EADS SOGERMA services. 26 juillet 2003 -Signature à Rabat d'une convention de cession au constructeur automobile Renault de la participation détenue par l'Etat dans le capital de la société marocaine de construction automobile (SOMACA). 17 décembre 2003 -Signature à Rabat d'un protocole relatif au financement complémentaire du marché afférent au projet de rénovation des installations de la signalisation ferroviaire et de la sécurité de l'Office National des chemins de fer (ONCF). -Le Maroc et la France paraphe à Rabat les protocoles administratif et financier annexés à la convention de partenariat pour la coopération et le développement signée entre les deux pays le 25 Juillet 2003. 12 février 2004 - Signature à Rabat, d'un arrangement entre le Secrétaire d'Etat français aux anciens combattants et le Haut-Commissaire aux anciens résistants et anciens membres de l'armée de libération du Royaume relatif à la coopération dans le domaine de la mémoire partagée des conflits du XXe siècle. 20 février 2004 - Signature à Rabat d'une Convention de financement d'un montant de 20 millions EUR d'un programme intégré d'alimentation en eau potable d'une vingtaine de petits centres et d'assainissement liquide dans deux villes au Maroc.

02/04/2013 11:25
Maroc-France-visite
Principaux accords de coopération signés entre le Maroc et la France depuis l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI/ 2

27 avril 2004 - Signature à Rabat d'une convention de coopération scientifique et pédagogique entre l'Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM) et l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO) de Paris.

19 mai 2004 -Signature, à Rabat, d'une convention de coopération entre l'Office National des Aéroports (ONDA), l'Ecole Nationale de L'Aviation Civile (ENAC-Toulouse) et Thales Université Coopération (Paris), vise à répondre aux besoins en cadres techniques de l'ONDA et de ses partenaires nationaux et étrangers, particulièrement dans les domaines de l'exploitation aéroportuaire. 31 mai 2004 - Signature à Rabat d'une convention de financement pour l'exécution du projet d'appui à la réforme de l'enseignement supérieur au Maroc (ARESM). 29 juin 2004 - Signature à Casablanca, d'un accord de coopération administrative en matière de gestion des prestations de retraite entre la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), la Caisse Nationale d'Assurances Vieillesse des Travailleurs salariés et la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Sud-Est de la France. 5 juillet 2004 - Signature à Paris d'une convention de financement pour l'accompagnement du processus de décentralisation au Maroc d'un montant de 4.650.00 Euros. - Signature à Paris d'un arrangement de coopération inter-académique entre le Maroc et La France qui fixe le cadre dans lequel s'inscriront les partenariats entre les académies françaises et les Académies Régionales d'Education et de Formation au Maroc (AREF). -Signature à Paris, d'un arrangement de coopération administrative destiné à la promotion et au développement de l'administration électronique dans le Royaume.

30 novembre 2004 -Signature à Lyon d'un accord de coopération en matière de bonne gouvernance

environnementale entre le Maroc et la France, en marge du 20-ème Salon international des équipements et des services de l'environnement (Pollutec 2004).

14 décembre 2004 - Signature à Casablanca, d'un accord de partenariat entre l'Office de la Formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) et l'Institut national français des arts et des métiers (INFAM), visant à développer la formation professionnelle et à accompagner les entreprises dans leur processus de mise à niveau.

Janvier 2005 -Signature à Paris, d'un protocole d'accord pour la régulation de la concurrence dans le secteur des télécommunications entre l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) et le Conseil de la concurrence français. 11 mars 2005 -Signature à Rabat d'une convention d'investissement dans le domaine de l'industrie aéronautique entre Hurel-Hispano, filiale du Groupe SNECMA, et le gouvernement marocain pour l'implantation au Maroc d'une unité de production destinée à la fabrication de constituants mécaniques de nacelles pour avions commerciaux et de matériaux composites pour l'industrie aéronautique.

27 avril 2005 - Signature à Rabat d'un Protocole d'accord entre le Maroc et la France pour la création d'un Fonds Social de Développement de 700.000 euros. 19 mai 2005 -Signature à Rabat de cinq conventions de partenariat entre des académies marocaines et françaises dans le but d'optimiser les échanges bilatéraux et de mettre en place des mécanismes de transfert d'expérience. 13 juin 2005 - Signature à Paris d'une convention entre l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) et l'Agence Française de Développement (AFD) pour le financement partiel de la connexion ferroviaire entre la ville de Tanger et le port Méditerranéen.

1er juillet 2005 -Signature à Rabat d'une convention entre le gouvernement marocain et la société française d'investissement portant sur la création à Casablanca d'un centre de recherche et de développement pour le secteur aéronautique et spatial. 27 septembre 2005 -Signature à Rabat d'une convention pour le financement d'environ 520 km de routes rurales, entre l'Agence française de Développement (AFD) et la Caisse pour le financement routier (CFR). -Signature à Rabat, de plusieurs arrangements et conventions de coopération et de financement, pour un montant global de 100 millions d'euros, dans le cadre de la 7-ème réunion franco-marocaine des chefs de gouvernement, qui s'est tenue les 26 et 27 septembre 2005. 4 octobre 2005 -Signature à Rabat d'un contrat d'investissement de 110 millions de dirhams pour la réalisation de deux unités de fabrication de composantes à haute valeur technologique pour les cellules, structures, moteurs d'avions et hélicoptères entre l'Etat marocain et un groupe aéronautique français. 5 novembre 2005 - Signature à Paris d'un accord de coopération relatif à l'accroissement des échanges économiques et commerciaux entre la France et le Maroc. 1er décembre 2005 -Signature à Rabat d'une déclaration entre "Maroc Telecom" et "Vivendi" portant sur la mise en place d'un fonds pour la création d'entreprises et la promotion de l'emploi au Maroc. 28 février 2006 -Signature à Fès d'une convention concernant un prêt de 30 millions d'euro octroyés par l'Agence française développement (AFD) à la régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Fès (RADEEF) dans le cadre de la dépollution du Sebou. 15 mars 2006 -Signature à Rabat d'un accord-cadre de coopération dans le domaine de la formation professionnelle entre le Maroc et la France. L'accord s'inscrit dans le cadre de la politique de développement et de mise à niveau du système de formation professionnelle, particulièrement la formation à distance via Satellite et Internet.

02/04/2013 11:26
Maroc-France-visite
Principaux accords de coopération signés entre le Maroc et la France depuis l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI/ 3

13 juin 2006 -Signature à Paris d'un document-cadre de partenariat définissant, pour les cinq prochaines années, les secteurs dans lesquels se concentrera le partenariat entre le Maroc et la France. 14 novembre 2006 -Signature à Paris d'une convention de coopération visant la promotion et l'approfondissement des relations et des échanges économiques et commerciaux entre Rabat et Paris.
11 décembre 2006 - Le 8-ème séminaire intergouvernemental franco-marocain, tenu à Paris sous le thème "Formation, emploi, investissement: le partenariat franco-marocain au service de la compétitivité et du développement" et co-présidé par les deux Premiers ministres, MM. Driss Jettou et Dominique de Villepin, a été couronné par la signature de plusieurs accords, déclarations et conventions de coopération et de financement.

11 avril 2007 -Signature à Rabat de trois protocoles pour le financement de projets approuvés dans le cadre du programme d'accompagnement du processus de décentralisation marocain (PAD-Maroc). 1er septembre 2007 -Signature d'un protocole d'Intention entre le Royaume du Maroc et l'Alliance Renault-Nissan prévoyant l'implantation d'un complexe industriel dans la région de Tanger. 22 octobre 2007 -SM le Roi Mohammed VI, accompagné de SAR le Prince Moulay Rachid, et le Président français, M. Nicolas Sarkozy, président au Palais Royal de Marrakech la cérémonie de signature de plusieurs accords de coopération dans les domaines du transport, de la justice, de la sécurité sociale, des mines et de l'équipement. 24 octobre 2007 -Signature à Rabat d'une convention de coopération administrative et technique entre le ministre de l'économie et des finances marocain et son homologue français. 29 novembre 2007 -Signature à Rabat, entre le ministère de l'Economie et des Finances et l'ambassade de France au Maroc, d'une convention d'aide budgétaire de 2 millions d'euros pour le financement de projets entrepris dans le cadre de l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH). 18 janvier 2008 -Signature à Rabat d'un accord-cadre et six accords d'application pour la réalisation du projet d'implantation du constructeur automobile Renault-Nissan dans la zone économique spéciale de Tanger-Méditerranée. 25 janvier 2008 -Signature à Marrakech entre l'Office National des Aéroports (ONDA) et le Groupe français JPR-CAP, d'une convention portant sur la création de MOHICAN-Maroc, nouvelle branche industrielle du groupe qui sera implantée sur une superficie de 8.000 m2 à l'Aéropô le de Nouasseur. 13 février 2008 -Signature à Casablanca entre les sociétés marocaine Horizon Tanger Terminal SA (HTTSA) et française Litwin, d'un contrat d'une valeur de 82 millions d'euros pour la construction d'un terminal de stockage pétrolier au port Tanger Med.

18 avril 2008 -Signature à Rabat de seize conventions et accords commerciaux, à l'occasion de la 9-ème réunion de haut niveau, sous la présidence du Premier ministre, M. Abbas El Fassi, et de son homologue français, M. François Fillon. 9 juin 2008 -Signature à Rabat d'une convention financière relative au Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) d'appui à la modernisation de la protection civile marocaine. 30 octobre 2008 -Signature à Rabat entre le gouvernement marocain et Renault Tanger Méditerranée (RTM) d'une convention relative à la concession de la réalisation et de la gestion du Centre de formation aux métiers de l'automobile de Tanger-Méditerranée. 14 novembre 2008 -Signature à Rabat d'un protocole financier portant sur un prêt de 625 millions d'euros, destiné au financement du matériel roulant et des équipements ferroviaires du train à grande vitesse (TGV) Casablanca-Tanger. 22 novembre 2008 -Signature à Rabat d'une convention de partenariat entre l'Association Lalla Salma de Lutte Contre le Cancer (ALSC) et la fondation InNaBioSanté. 26 décembre

2008 -Signature à Rabat de quatre accords de partenariat visant le renforcement de la coopération bilatérale dans plusieurs domaines du secteur industriel. 13 mars 2009 -Signature à Rabat d'un accord de partenariat et de coopération entre le Centre Marocain de Promotion des Exportations (CMPE) et l'Agence Française de Développement International des Entreprises (UBI France). 9 avril 2009 -Signature à Rabat entre l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) et la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF, France) des contrats d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'un montant de 65 millions d'euros, pour la réalisation du projet de Train à Grande Vitesse (TGV) reliant Tanger à Casablanca. 16 juin 2009 -Signature entre Royal Air Maroc (RAM) et Air France Industries d'un accord portant sur la création d'une joint-venture MRO (Maintenance, Repair and Overhaul) situé à l'Aéroport Mohammed V de Casablanca. 6 juillet 2009 -Signature à Rabat entre le Maroc et l'Agence Française de Développement (AFD) de trois accords de prêt d'un montant global de 155 millions d'euros, soit 1,7 milliards DH pour le financement de la réforme du système éducatif, du programme des routes rurales et des travaux d'infrastructures du projet de tramway de Rabat-Salé.

02/04/2013 11:27
Maroc-France-visite
Principaux accords de coopération signés entre le Maroc et la France depuis l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI/ 4

11 novembre 2009 -Signature à Marrakech d'une déclaration d'intention maroco-française portant sur le développement des échanges en matière de promotion sociale et du développement humain. Cette déclaration a été signée, en marge de la 2ème conférence ministérielle euro-méditerranéenne pour le renforcement du rô le de la femme dans la société (11 et 12 novembre 2009). 2 avril 2010 -Signature à Rabat entre le Haut-commissariat aux anciens résistants et anciens membres de l'armée de libération et le secrétariat d'Etat français aux anciens combattants d'un arrangement technique sur la duplication des archives conservées dans les centres d'archives françaises. 22 avril 2010 -Signature entre le Maroc et la France de trois accords bilatéraux dans le domaine énergétique. 29 avril 2010 -Signature à Tanger d'une déclaration commune pour la mise en Âœuvre d'un programme d'appui à la création de Petites et Moyennes Entreprises (PME) au Maroc par les ressortissants marocains résidant en France. 2 juillet 2010 -Signature à Paris de onze accords de coopération portant sur l'énergie nucléaire, les énergies renouvelables, la santé, l'eau, la pêche, la formation et le transport (Tramway de Rabat), à l'occasion de la 10ème rencontre de haut niveau, tenue sous la coprésidence du Premier ministre, M.Abbas El Fassi, et de son homologue François Fillon. 2 décembre 2010 -Signature à Casablanca de l'accord de cession par Financecom (BMCE) et la Caisse de Dépô t et de Gestion (CDG) de 40 pc du capital de l'opérateur de télécommunication national Méditelecom au groupe France Telecom-Orange. 10 décembre 2010 -Signature à Tanger entre l'ONCF et Alstom de six conventions relatives au projet de TGV Tanger-Casa, sous la présidence de SM le Roi Mohammed VI. 6 janvier 2011 -Signature à Agadir d'une convention de partenariat industriel stratégique entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le groupe français "Alstom" dans le domaine du transport ferroviaire, sous la présidence de SM le Roi Mohammed VI. 17 mars 2011 -Signature à Rabat d'un accord général visant à créer un partenariat en termes de recherche technologique en vue d'une valorisation industrielle rapide associant des entreprises marocaines. 8 juin 2011 -Signature à Rabat entre les sociétés Alstom et Nexans d'un protocole d'accord portant création d'une société commune ayant pour objet de produire au Maroc, des faisceaux de câbles ferroviaires et des armoires électriques basse tension. Cet accord permettra également l'équipement du tramway de Casablanca et du futur TGV. 7 juillet 2011 -Signature à Rabat entre l'Agence Marocaine de Développement des Investissements (AMDI) et la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM) d'un mémorandum d'entente visant le renforcement du partenariat bilatéral en matière de promotion des investissements. 2 novembre 2011 -Signature à Rabat d'une

convention de partenariat entre le Maroc et Thales, leader mondial des hautes technologies pour les marchés de défense, de sécurité, de l'aérospatial et du transport.

Cette convention, qui structure la démarche d'implantation locale de Thales au Maroc, porte sur le renforcement de Thales Maroc dans le domaine de la signalisation et télécommunication ferroviaires et le développement des activités de la filiale marocaine de Thales et la co-entreprise Thales AllianceMaghrib. 21 juin 2012 -Signature à Casablanca entre le groupe audiovisuel marocain SOREAD 2M et l'Audiovisuel Extérieur de la France (AEF) d'un un accord de coopération portant sur la valorisation de leur savoir-faire, ainsi qu'une assistance mutuelle, technique et éditoriale. 17 octobre 2012 -Signature à Rabat entre le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres et le ministère français de l'enseignement supérieur et de la recherche d'une déclaration conjointe qui concrétise leur engagement de soutenir et de développer le domaine de la recherche scientifique et la collaboration entre les universités. 24 octobre 2012 -Signature entre l'Agence Marocaine de Développement des Investissements (AMDI) et la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises(CGPME), d'une convention de partenariat et de coopération pour renforcer son réseau de partenariat en France. 13 décembre 2012 -Signature à Rabat de 13 accords de coopération, dont 2 conventions de prêt d'un montant total de 107 millions d'euros, accordé par l'Agence Française de Développement (AFD) pour soutenir des projets de développement au Maroc, lors de la réunion de haut niveau maroco-française, sous la présidence du Chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, et du Premier ministre français, Jean-Marc Ayrault. Décembre 2012 -Signature entre l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence nationale des ports (ANP) d'un accord de prêt de 50 millions d'euros, dans le but de financer son programme d'investissement qui vise à promouvoir les activités portuaires au niveau régional.

02/04/2013 10:37
Maroc-France-Visite (Prévu+Audio)
Il faut accompagner les chantiers et faciliter la mobilité des marocains (Député PS)/ 1

Paris, 2 avril 2013 -(MAP)- Le député des Français du Maroc, Pouria Amirshahi, a formé le voeu que la visite d'Etat du Président François Hollande au Maroc, les 3 et 4 avril, permette d'avancer sur la question de la mobilité à travers la facilitation de visas, convaincu qu'il est que la libre circulation des personnes est "une condition sine qua non" d'un projet euro-méditerranéen "cohérent".

"Il ne peut y avoir un rêve partagé entre les deux rives de la Méditerranée si on ne fait pas un effort particulier sur la mobilité des personnes", pour conforter le partenariat d'"exception" entre le Maroc et la France qui "s'inscrit dans la refondation nécessaire du projet euro-méditerranéen", a affirmé dans un entretien à la MAP, M. Amirshahi qui accompagnera le président Hollande.

Se faisant l'écho de la récente décision du gouvernement français de simplifier les procédures de délivrance de visas dits "de circulation" en faveur des "talents étrangers" notamment marocains, M. Amirshahi retient qu'il y a eu, certes, un groupe de travail entre les deux gouvernements, mais "il faudra maintenant accélérer cette réflexion pour passer à la mesure".

"Il faut maintenant des mesures de facilitation!", estime l'élu socialiste de la 9-ème circonscription des Français de l'Etranger qui couvre notamment le Maghreb et des pays de l'Afrique de l'Ouest.

Il y va "de l'intérêt bien compris des deux pays. Car si l'on peut par exemple développer une économie commune de la Méditerranée à travers des co-localisations d'entreprises des deux rives,

dans des filières industrielles partagées, comme les énergies renouvelables, alors il faut bien faire en sorte qu'il y ait des facilités de visas de circulation de part et d'autre".

"Il faut qu'il n'y ait pas d'entrave pour la libre circulation pour les étudiants, les chercheurs, les scientifiques, les artistes, les chefs d'entreprises. C'est nécessaire pour la construction du projet méditerranéen, indispensable à la construction d'une communauté de destin francophone", soutient-il.

Le député français, également secrétaire national du Parti Socialiste (PS-au pouvoir) aux transitions démocratiques et à la francophonie, va plus loin en plaidant pour la constitution d'un programme "ERASMUS francophone" pour les étudiants ou encore l'instauration d'"un passeport économique et culturel de la francophonie" au profit des chefs d'entreprises, des étudiants, des scientifiques, des chercheurs et des artistes.

A cet égard, il considère que la relation franco-marocaine d'"exception" dans le cadre du projet euro-méditerranéen est "une chance pour le développement de la francophonie qui n'est pas la langue de la France, mais en partage, dont le Maroc est un ambassadeur puisque qu'avec la langue française, il développe ses propres marchés à l'export notamment en Afrique".

02/04/2013 10:38
Maroc-France-Visite (Prévu+Audio)
Il faut accompagner les chantiers et faciliter la mobilité des marocains (Député PS)/ 2

A l'heure où le Maroc connaît une dynamique de changement économique et social, confortée par une série de réformes démocratiques saluées à Paris, M. Amirshahi met l'accent sur la disposition de la France d'accompagner les chantiers ouverts dans différents domaines, la gouvernance, la réforme territoriale où le Royaume peut bénéficier de l'expérience française de décentralisation, mais aussi en matière de renforcement d'une société civile "de plus en plus active", notamment en ce qui concerne sa capacité à s'organiser.

Par ailleurs, le député regrette "fortement" la fermeture des frontières entre le Maroc et l'Algérie, "une entrave à ce rêve méditerranéen" qui bute également sur la question du Sahara, "un blocage politique" pour lequel la France encourage sur le terrain international "un dialogue apaisé" avec la proposition marocaine d'autonomie comme base de négociations.

"J'espère que nous arriverons tous, Algériens et Marocains, à trouver une solution durable. C'est tellement essentiel et je pense que l'aspiration des peuples de la région de la Méditerranée c'est justement de se tourner vers le développement et pour cela il faut effectivement faciliter la mobilité des personnes et la liberté de circulation", dit-il.

Sur le plan bilatéral, son attente principale: "est se tourner vers l'avenir et que l'on comprenne bien, Français comme Marocains, que beaucoup de choses se jouent aujourd'hui dans notre capacité à nourrir une relation stratégique durable entre les deux rives de la Méditerranée".

"Il faut développer des projets stratégiques, dans le domaine industriel et en particulier dans les énergies renouvelables", lance-t-il, sans manquer de louer le choix du Maroc de miser sur ce créneau de "l'avenir" à travers le lancement de son plan solaire.

Le député français table sur la visite du Président Hollande pour "consacrer cette stratégie" dans le cadre de la coopération bilatérale.

"Nous avons la possibilité d'avancer ensemble, Français et Marocains, dans le domaine ô combien nécessaire et stratégique, du développement durable, de la préservation de la planète et d'une économie nouvelle", affirme-t-il.

Le député souligne, par ailleurs, l'importance de tirer un meilleur profit de la présence de la communauté française du Maroc dont il est l'élu pour le rapprochement entre les deux pays, "sans doute l'une des plus importantes du monde" avec 60.000 personnes, ce qui vaut également pour les Marocains de France (environ un million).

"Les Français qui vivent au Maroc y sont depuis longtemps, dont beaucoup des binationaux, et de par leur double culture, autant que par leur activité économique dans toutes les villes du Royaume, ils contribuent à l'instar des Marocains au développement du Maroc. Ils sont attachés à ce pays et il faut donc s'appuyer sur eux pour faire passer des projets, ce sont les premiers ambassadeurs de la France, des citoyens de terrain", conclut-il.

02/04/2013 10:21
Maroc-France-Coopération (PREVU)
Des relations distinguées et un partenariat d'avenir

Casablanca, 2 avr. 2013 (MAP) û Les relations distinguées et exceptionnelles entre le Maroc et la France confirment les constantes de la continuité dans tous les domaines politique, économique et culturel et de la richesse des liens combinant, tout à la fois, le cœur et la raison pour ériger, ensemble, un partenariat d'avenir au bénéfice d'une compétitivité partagée.

La visite, mercredi et jeudi, au Maroc du chef de l'Etat français, François Hollande va, si besoin est, booster un peu plus ce partenariat d'avenir qui va au-delà des strictes frontières des relations bilatérales pour promouvoir les intérêts des deux pays et profiter, grâce à une stratégie commune, du potentiel de croissance du continent africain.

Le Maroc, qui a engagé des réformes considérables pour améliorer le climat des affaires et renforcer son attractivité, s'impose comme pays de prédilection pour les investissements étrangers grâce à sa stabilité institutionnelle et aux opportunités qu'il offre. Le Royaume est à même de constituer ce relais de croissance pour l'Europe en cette période de morosité économique et surtout une plateforme vers l'Afrique subsaharienne.

Ces dix dernières années, des entreprises marocaines, développant des synergies prometteuses, s'exportent de plus en plus dans cette zone à très forte opportunité d'investissements et s'y sont implantées en ratissant large, réussissant des success stories dans les télécommunications au BTP en passant par les banques, mettant ainsi ses compétences et savoir-faire dans les secteurs de haute technicité, qui ne sont plus à prouver, au service de l'Afrique subsaharienne sans oublier les possibilités disponibles en matière d'énergie, assurances, industries mécaniques, métallurgiques et électriques, industrie pharmaceutique et transport.

La récente tournée de SM le Roi Mohammed VI au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Gabon est venue, au-delà de la profondeur des relations multiséculaires, insuffler une nouvelle dynamique à la

coopération sud-sud, qui se positionne comme une alternative à celle Nord-Sud, au service du progrès, du bien-être des peuples et du partenariat gagnant-gagnant.

Ce renforcement de l'ancrage du Royaume dans le continent devrait favoriser la consolidation de la position du Maroc en tant que plateforme d'accès, un trait d'union entre l'Afrique subsaharienne et les autres régions du monde notamment l'Europe et les Amériques.

La France demeure le premier partenaire économique et commercial du Maroc avec des positions confortables de premier client, premier investisseur avec près de la moitié du stock d'IDE et 750 filiales représentant environ 120.000 emplois, premier bailleur de fonds à travers les financements de l'Agence française de développement et premier pourvoyeur de touristes.

Avec une très forte présence, les entreprises françaises participent dans de nombreuses activités économiques et projets de développement structurants du Maroc notamment la ligne du train à grande vitesse Tanger-Casablanca, le port Tanger-Med et les tramways de Rabat et Casablanca, l'aéronautique, l'automobile avec l'usine Renault de Tanger mais également aux grands plans sectoriels (Emergence industrielle, Maroc vert, Halieutis), du traitement de l'eau, de l'agroalimentaire et des énergies renouvelables.

Les deux pays devront ainsi franchir un nouveau palier de ce partenariat économique fort et diversifié. Ils ont tout à gagner en érigeant une politique commune d'investissement en Afrique avec des projets communs d'entreprises marocaines et françaises en s'appuyant, entre autres, sur la stratégie d'expansion des groupes bancaires comme Attijariwafa Bank et BMCE Bank et des entreprises publiques à l'instar de l'OCP et de l'ONEE.

L'objectif étant d'encourager les entreprises françaises à se développer en Afrique via leur partenaire marocain, à favoriser l'émergence de stratégies partenariales en y apportant, chacun, sa valeur ajoutée et tracer les nouvelles autoroutes de croissance pour les deux pays.

02/04/2013 09:49
Maroc-France-visite (Prévu)
Chronologie des visites officielles au Maroc des chefs d'Etat Français

Rabat, 2 avril 2013 -(MAP)- Voici une chronologie des visites officielles des chefs d'Etat français au Maroc depuis l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI:
- 1- 2 décembre 2001:

Visite de travail au Maroc du Président français, Jacques Chirac, marquée par des entretiens avec SM le Roi Mohammed VI portant sur la coopération bilatérale, les développements de la crise née des attentats du 11 septembre et la situation au Moyen Orient.
- 2 décembre 2002:

Visite de concertation et d'amitié au Maroc du Président français, Jacques Chirac marquée par des entretiens avec SM le Roi Mohammed VI portant sur les relations bilatérales, la coopération entre le Maroc et l'Union Européenne et les questions d'actualité régionale et internationale.

- 9 octobre 2003:
Visite d'Etat au Maroc du Président français, Jacques Chirac, accompagné de son épouse à l'invitation de SM le Roi Mohammed VI. La visite a été marquée par des entretiens en tête-à-tête entre les deux

chefs d'Etat et par un dîner officiel offert par SM le Roi en l'honneur du Président français, de son épouse et de la délégation l'accompagnant.

A cette occasion, Sa Majesté le Roi et son illustre hôte ont échangé des allocutions.
- 22 octobre 2007: Le Président français, Nicolas Sarkozy entame une visite officielle au Maroc, à l'invitation de SM le Roi Mohammed VI marquée par des entretiens en tête-à-tête avec le Souverain.

A cette occasion, Sa Majesté le Roi a décoré le Chef de l'Etat français du Collier du Wissam Al Mohammadi.

SM le Roi Mohammed VI, accompagné de SAR le Prince Moulay Rachid, et le Président français, Nicolas Sarkozy, ont présidé, au Palais Royal de Marrakech, la cérémonie de signature de plusieurs accords de coopération dans les domaines du transport, de la justice, de la sécurité sociale, des mines et de l'équipement.

SM le Roi Mohammed VI, accompagné de SAR le Prince Moulay Rachid et de LL.AA.RR les princesses, a offert au Palais royal de Marrakech, un dîner officiel en l'honneur du Président français, M. Nicolas Sarkozy, marqué par un échange de discours entre les deux chefs d'Etat.

SM le Roi Mohammed VI et le Président français, M. Nicolas Sarkozy, visitent les nouvelles installations du Centre de Sauvegarde de l'Enfance de Marrakech, réalisées dans le cadre du programme de réaménagement et d'équipement du centre, pour un coût total de 2.824.931 dirhams.

Par la même occasion, SM le Roi Mohammed VI et le Président français ont procédé à la pose de la première pierre pour la construction du Centre de Sauvegarde de la Jeune Fille, réalisé dans le cadre de la mission de la Fondation Mohammed VI pour la Réinsertion des Détenus, visant la consolidation de la vocation réformatrice et pédagogique des centres de sauvegarde des enfants.

- 29 septembre 2011
Visite de travail au Maroc du Président de la République française, M. Nicolas Sarkozy au cours de laquelle SM le Roi Mohammed VI, accompagné de SAR le Prince Moulay Rachid, le président français et SAR le Prince Megrin Ben Abdulaziz Al Saoud, ont donné à la gare ferroviaire de Tanger-ville, le coup d'envoi des travaux de réalisation de la ligne de train à grande vitesse (LGV) Tanger-Casablanca, d'un coût global de 20 milliards de dirhams (1,8 milliard d'euros).

A cette occasion, il a été procédé à la signature d'un protocole d'accord préliminaire pour la création d'un institut de formation aux métiers ferroviaires entre l'Office national des chemins de fer (ONCF) et la Société nationale des chemins de fer (SNCF) de France.

SM le Roi Mohammed VI, accompagné de SAR le Prince Moulay Rachid, a offert, au palais Marshane à Tanger, un déjeuner en l'honneur du président de la République française, M. Nicolas Sarkozy et de Leurs Altesses Royales le Prince Megrin Ben Abdulaziz Al Saoud et le Prince Abdulaziz Ben Abdullah Al Saoud. Doc/Exp---LL.

02/04/2013 09:36
France-Maroc-visite-Sahara (PREVU)
Visite du président Hollande Maroc: la position de la France sur le Sahara est constante

Paris, 02 avr. 2013 (MAP) - Le président François Hollande évoquera durant sa visite d'Etat au Maroc,

les 3 et 4 avril, la question du Sahara de "manière sereine" car la position de la France sur ce dossier est "constante" et repose sur deux principes: solution politique négociée et soutien au plan d'autonomie marocain, a-t-on indiqué à l'Elysée.

"La question du Sahara sera traitée bien sûr de manière sereine" car "la position française est constante: il faut trouver une solution négociée dans le cadre de l'ONU" en partant de "la proposition par le Maroc du plan d'autonomie de 2007 que la France considère comme une base à la fois sérieuse et crédible" de négociation, a-t-on souligné à la présidence française, à la veille du déplacement au Maroc du chef d'Etat français.

Le Maroc a pris des "initiatives utiles" sur ce dossier qui ont créé une "dynamique" et l'"ambition de la France est d'être à la fois utile et pragmatique" pour "revivifier le processus de négociations", a-t-on ajouté de même source.

"Notre ambition sur ce dossier est de jouer un rôle utile pour une solution qui permette de déployer une coopération régionale et l'intégration maghrébine. On est disponibles pour aider les parties à s'entendre sur ce dossier", a-t-on précisé.

Dans ce dossier, Paris est dans "une démarche régionale tournée vers le Maroc et vers l'Algérie pour faire en sorte que nos bonnes relations avec chacun des partenaires de la région, soient utiles aux deux pays", a poursuivi la même source.

Sur les enjeux du maintien par l'Algérie de la fermeture de la frontière terrestre avec le Maroc, on souligne à l'Elysée que "l'ouverture des frontières est aussi importante pour la coopération régionale".

La France accorde une "grande importance aux questions de la relance de la construction maghrébine" et de la coopération euro-méditerranéenne autour de la de projets que veut promouvoir le président Hollande (autoroute transmaghrébine, par exemple) dans le cadre de l'UpM.

Sur le plan politique bilatéral, le message qui sera délivré par le président Hollande est un message de confiance et de foi en l'avenir de la relation entre la France et le Maroc, un "partenaire à la fois très intime et nécessaire".
A Rabat, le Président Hollande "voudra saluer les évolutions au Maroc, l'ouverture du Maroc qui a trouvé sa voie en menant une transition sereine", a souligné la présidence française.

Il exprimera la "disponibilité de la France à accompagner le mouvement" et à soutenir les grands chantiers du règne. "Tout va bien dans les relations franco-marocaines. Elles sont fluides, excellentes et denses aussi bien sur le plan politique que celui de la coopération", mais pour Paris, il ne faut pas en rester là.

"L'enjeu de cette visite très importante consiste à faire en sorte que tout continue d'aller bien et que l'on se donne les moyens de maintenir une relation de haut niveau telle qu'elle se développe aujourd'hui pour les prochaines années et prochaines décennies", a-t-on indiqué dans l'entourage du président.

Et pour cela, les autorités françaises plaident pour "réinventer notre partenariat".

Au chapitre de l'actualité internationale, le président Hollande devra évoquer les crises malienne et

syrienne, les implications du Printemps arabe et la situation au Proche-Orient où SM le Roi Mohammed VI "a un rôle important à jouer" en tant que président du Comité Al Qods, a-t-on relevé à l'Elysée.

Sur le dossier malien, Paris apprécie "le soutien" du Maroc et "sa contribution", en particulier en tant que membre du Conseil de Sécurité de l'ONU.

La France se félicite de "la coopération et du dialogue politique très constructifs" avec le Royaume et assure qu'elle "est bien en phase avec le Maroc" dès le début de l'intervention française au Nord-Mali contre les groupes terroristes qui menacent, au-delà de ce pays, toute la région sahélo-saharienne, se félicite encore la même source.

Les autorités françaises espèrent voir cette coopération "se prolonger dans le cadre du processus politique au Nord-Mali et le déploiement d'une force des Nations Unies".(MAP). EM-TI---BI NJ

02/04/2013 09:26
France-Maroc-Visite (PREVU)
Visite du Président Hollande au Maroc: un programme dense incluant le politique, l'économique et la société civile

Paris, 02 avr. 2013 (MAP) - La visite d'Etat du Président français François Hollande au Maroc, les 3 et 4 avril, à l'invitation de SM le Roi Mohammed VI, s'annonce très dense, embrassant les registres les plus divers : politique, économique, social, tant au niveau institutionnel que de la société civile.

La visite qui débutera à Casablanca, une première pour un président français en déplacement d'Etat, pour marquer la volonté de M. Hollande de saluer le dynamisme du Maroc des grands chantiers du règne, se poursuivra le lendemain à Rabat pour marquer le soutien au Maroc en mouvement, des réformes démocratiques et de la vivacité de la société civile.

Le président Hollande est accompagné durant son premier déplacement au Maroc depuis son élection en mai 2012, par une importante délégation reflétant la diversité des acteurs du partenariat et de l'amitié franco-marocaine.

Outre neuf ministres qui devront signer une série de conventions et d'accords pour conforter l'élan de la coopération "fluide, excellente et dense" entre les deux pays, il sera accompagné de parlementaires, d'une soixantaine de chefs d'entreprises, d'acteurs de la coopération décentralisée, d'intellectuels dont le président de l'Institut du Monde Arabe à Paris, M. Jack Lang, ou le prix Goncourt du Roman, Tahar Benjelloun, en plus d'hommes de religion, notamment le président du Conseil Français du Culte musulman, le marocain Mohamed Moussaoui.

Au premier jour de la visite, des moments forts sont programmés à Casablanca où un accueil populaire est réservé à l'illustre hô te de SM le Roi, suivi d'entretiens au sommet avec le Souverain, avant la cérémonie de signature d'accords et de contrats bilatéraux sous la présidence des deux Chefs d'Etat.

Autres moments saillants: l'inauguration par les deux Chefs d'Etat d'une importante station de traitement des eaux à Médiouna, symbole de la coopération maroco-française en matière d'environnement et du souci du Maroc pour le bien être et la santé des populations.

La journée sera couronnée par un grand dîner d'Etat et l'échange d'allocutions célébrant l'excellence des relations et l'engagement pour une coopération encore plus étroite et de plus en plus fructueuse, tant au niveau des chefs d'Etat que des deux pays.

SM le Roi, rappelle-t-on a été le premier chef d'Etat à être reçu à l'Elysée, quelques jours après l'investiture du président Hollande, en mai 2012.

Toujours à Casablanca, le président Hollande effectuera une visite de la Grande Mosquée Hassan II, une visite "significative" et un geste symbolique pour "marquer son attention à l'ouverture de L'Islam marocain", comme on l'a souligné à L'Elysée.

A Rabat, il devra recevoir jeudi le Chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane et les présidents des deux chambres, MM. Karim Ghellab et Mohamed Cheikh Biadillah, avant de s'adresser au Parlement.

Une intervention très attendue au cours de laquelle il devra saluer les réformes institutionnelles majeurs introduites par la nouvelle Constitution de juillet 2011 et la mise en place d'un nouvel édifice institutionnel pour ancrer l'Etat de droit au Royaume. L'occasion également de réitérer la volonté de la France d'accompagner ces réformes entreprises au Maroc, dans la sérénité.

Sur la volet économique et, outre les accords et conventions signées à Casablanca, le président Hollande devra donner sa caution politique et un encouragement clair aux chefs d'entreprises du secteur privé pour investir davantage au Maroc et développer également le partenariat public-privé, en clôturant le Forum économique réunissant à Rabat quelque 400 entrepreneurs français et leurs homologues marocains.

Enfin et en signe de la prise en compte des attentes des jeunes et de tracer des perspectives pour l'avenir de la relation franco-marocaine au-delà des institutions et des acteurs formels de la coopération, le président Hollande ira à la rencontre des étudiants pour des échanges au siège de l'Université internationale de Rabat.

Autre innovation, le Chef d'Etat français devra rencontrer des représentants de la société civile pour prendre la mesure du dynamisme du tissu associatif marocain qui contribue, à son tour, au développement du partenariat multiforme entre le Maroc et la France dans des secteurs clés du développement aussi bien pour la promotion de la condition de la femme, la scolarisation en milieu rural...

Une séquence hautement symbolique, au siège de la Bibliothèque nationale à Rabat, qui permettra au président français de "saluer l'ouverture de la scène politique et sociale" marocaine sur la voie de l'Etat de droit.(MAP). EM---BI. HA.

02/04/2013 09:11
France-Maroc-Visite-Economie-Commerce (PREVU)
France-Maroc, un partenariat économique d'exception soucieux de garder la première place

Paris, 02 avr. 2013 (MAP) - A la veille de la visite du Président français François Hollande au Maroc, la France confirme sa place de premier partenaire économique du Maroc, de premier investisseur et de premier pourvoyeur d'aide publique au développement du Royaume.

En dépit d'un léger fléchissement des exportations françaises, Paris a confirmé en 2012 sa position de

premier partenaire commercial du Maroc, avec des échanges totalisant 8 Mds EUR, fait-on valoir à Paris.

En 2012, les exportations françaises vers le Maroc se sont établies à 4,3 Mds EUR (soit 12,5 pc des importations totales marocaines) contre 4,6 Mds EUR en 2011. Ce recul s'explique "en grande partie par la chute de 46 pc des exportations françaises de blé".

La France a ainsi cédé sa traditionnelle place de premier fournisseur du Maroc au profit de l'Espagne, qui a vu ses exportations vers le Maroc croître au rythme record de 25 pc en 2012 pour atteindre 4,4 Mds EUR, sous l'impulsion notamment des exportations de produits pétroliers (passant de 524,5 M EUR en 2011 à 1,2 Md EUR en 2012) en plus de l'importation des pièces des usines Renault en Espagne pour son site de Tanger-Med, explique-t-on de même source.

En 2012, les importations françaises en provenance du Maroc ont augmenté de 12,3 pc à 3,7 Mds EUR et ont représenté 22,6 pc des exportations marocaines.

Cette augmentation des importations est en partie imputable à la hausse des importations de voitures de tourisme (ouverture de l'usine Renault-Tanger). Le solde bilatéral est ainsi resté positif à 560 M EUR, enregistrant un recul de 56 pc par rapport à 2011.

Au plan économique, la France a également confirmé, en 2012, son rang de premier investisseur au Maroc.

Au cours de l'année écoulée, le flux d'investissements directs français au Maroc s'est élevé à 919 M EUR, en progression de 20,9 pc par rapport à 2011. Les IDE français ont ainsi représenté 34,2 pc du total des IDE reçus par le Royaume.

Avec 750 filiales d'entreprises françaises recensées, dont 36 sociétés du CAC 40 (indice boursier de la place de Paris), le Maroc est la première destination des investissements français sur le continent africain. Ceux-ci ont atteint 5,6 Mds EUR sur la période 2000-2011, soit davantage qu'en Inde par exemple.

La France est le premier pourvoyeur net d'aide publique au développement du Maroc. La France a consolidé, en 2011, sa première place comme bailleur de fonds bilatéral du Maroc, avec 524 M USD de versements nets, soit plus de 62 pc de l'aide publique nette reçue par le Royaume de la part des pays du CAD/OCDE.

Les autres transferts financiers français vers le Royaume jouent également un rôle de premier plan. Les transferts financiers des Marocains résidant en France ont représenté 40 pc du total des transferts reçus par le Maroc en 2011, soit 2,1 Mds EUR.

Par ailleurs, les Français forment traditionnellement le premier contingent de touristes au Maroc : en 2012, la part française des arrivées de touristes au Maroc a atteint 35 pc du total des arrivées.

En matière d'aide au développement, le Maroc est le premier bénéficiaire des concours de l'Agence française de développement.

Les engagements nets de l'AFD depuis 1992 s'élèvent aujourd'hui à 2,9 milliards d'euros (dont 300 millions d'engagements de Proparco, filiale privée du groupe AFD), principalement dans les secteurs de l'eau, de l'environnement et des infrastructures socio-économiques, ils s'orientent également depuis peu vers les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle.

La France a fourni plus du quart de l'aide publique nette reçue par le Maroc en 2010, avec 192 M EUR d'aide bilatérale. Le Maroc est inscrit dans la zone de solidarité prioritaire. En 2012, sur l'enveloppe globale de coopération de 9,1 M EUR, 750 000 Euros relèvent du Fonds de solidarité prioritaire.

02/04/2013 09:04
Maroc-France-Economie (PREVU)
La relation France-Maroc : un partenariat "gagnant-gagnant"

Rabat, 02 avr. 2013 (MAP) - Le Maroc et la France ont depuis toujours entretenu des relations privilégiées, qui incarnent un partenariat gagnant-gagnant dans des domaines clés pour un développement économique et social au service des générations futures.

Les relations économiques en disent long sur cette particularité et cette place privilégiée qu'occupe l'Hexagone, la France étant le premier partenaire économique du Maroc (premier client, premier fournisseur et premier investisseur), et le Royaume le premier bénéficiaire des financements de l'Agence française de développement (AFD).

La forte présence française dans de nombreuses activités économiques (aéronautique, automobile) ainsi que dans des projets d'infrastructure (tramways, ports), reflètent l'image de relations en perpétuel mouvement.

La France occupe également ce rang privilégié dans le domaine des investissements étrangers directs reçus par le Maroc. En 2011, le flux d'investissements directs français (IDE) au Maroc s'est élevé à 760 millions d'euros, selon l'Office des changes.

Vivendi, Total, Veolia, Accor, EDF, AXA ou encore BNP Paribas, les géants français détiennent des positions stratégiques dans des secteurs clés de l'économie marocaine : les télécoms, la banque, l'assurance, le tourisme, la distribution, l'énergie.

Dotée d'une enveloppe budgétaire de plus de 600 millions d'euros, la nouvelle usine du groupe Renault à Tanger permettra la production de 400.000 véhicules par an, en grande partie destinés à l'export, faisant ainsi de ce site l'un des centres de production automobile les plus importants du bassin méditerranéen.

Ce projet, dont le volume global des investissements a atteint 1,1 milliard d'euros, devrait créer environ 6.000 emplois directs et 30.000 emplois indirects à l'horizon 2015.

Concernant le secteur des énergies renouvelables, les entreprises françaises sont déjà présentes sur l'éolien mais l'objectif visé est celui de leur meilleure implication dans le plan solaire marocain, suite au lancement d'un appel d'offres sur la 2ème tranche de la centrale solaire d'Ouarzazate.

Les transports sont venus s'ajouter avec la mise en service à Casablanca du premier tramway de la mégapole et la construction par la France du premier TGV dans le monde arabe.

Tanger-Med II, les tramways de Rabat et Casablanca, le TGV côtier, la construction d'autoroutes, de complexes touristiques, le plan solaire... Au total, des centaines de milliards de dirhams de financement doivent être levés, avec en tête 70 milliards pour le plan solaire méditerranéen, 30 milliards pour le projet Bouregreg, 26 milliards pour les chantiers d'autoroutes et 20 milliards pour le TGV Casablanca-Tanger.

La France est également le premier pourvoyeur de touristes qui séjournent au Maroc.

Dans le domaine des transferts financiers, ceux des Marocains résident à l'étranger établis en France sont de loin les plus conséquents, avec pas moins de 2,1 milliards d'euros en 2011.

Ce volume est proportionnel à la communauté marocaine qui y est établi puisque la France reste le pays d'accueil où séjourne la communauté marocaine la plus importante : un tiers des Marocains établis à l'étranger y sont installés.